

Palestine **—Info**

| | |
|----|--------------------------|
| 3 | Dana |
| 4 | Sama'a |
| 6 | Rozan |
| 8 | Ismat |
| 10 | Mohammad |
| 12 | Hossam |
| 14 | Shatha |
| 16 | Sami |
| 17 | Haneen |
| 20 | Mahmoud |
| 23 | Aya |
| 24 | Omar |
| 25 | Fatima |
| 26 | Sama |
| 28 | Résolution ONU |
| 31 | Manuels scolaires |

Éditorial

Confieriez-vous vos affaires à un homme qui fait l'objet d'une procédure judiciaire pour corruption, fraude et abus de confiance ? En Israël, on a même confié à Netanyahu les affaires du gouvernement. Un délinquant condamné pour incitation et soutien à un groupe terroriste vous ferait-il vous sentir en sécurité ? En Israël, Ben-Gvir est ministre de la sécurité.

Ce mois de mai marque le 75^{ème} anniversaire de la Nakba. Ce qui a culminé en 1948 avec des massacres, des viols, des pillages ainsi qu'avec la fuite et l'expulsion de quelque 750 000 Palestiniens se poursuit encore aujourd'hui. Le nouveau gouvernement de Netanyahu l'exprime clairement. Les partis ultra-religieux et d'extrême droite, représentés par des figures extrêmement douteuses, poursuivent sans relâche l'oppression et le nettoyage ethnique. Leur dernier coup d'éclat : une loi profondément raciste qui permet de retirer la citoyenneté ou le droit de séjour aux Palestiniens de nationalité israélienne ou de Jérusalem-Est emprisonnés pour des actes dits « terroristes » ou hostiles à l'État, et de les expulser vers la Cisjordanie ou la bande de Gaza s'ils ont accepté une aide financière de l'Autorité palestinienne. Le tollé international ne se fait pas entendre. De manière générale, nous observons que les voix palestiniennes trouvent de moins en moins de place dans les médias.

Dans ce numéro, nous donnons donc la parole aux Palestiniens et aux Palestiniennes. Des femmes et des hommes qui racontent leurs multiples réalités de vie – à Gaza, près de Ramallah et Hébron, au Liban, en Suisse. Ils parlent de leurs expériences migratoires, de la fuite et de l'expulsion, des défis quotidiens et de leurs souhaits pour l'avenir. Ils racontent ce qui les touche. Mais le mieux est de lire par vous-même !

Nous vous souhaitons une bonne lecture.
Birgit, Jenny B., Jenny H., Hanspeter, Jonas, Andrea



Palestine Info Hiver 2022/23
Tirage : 2800 all., 900 fr.

Éditeur :
Palästina-Solidarität Region Basel,
Mattweg 25, 4144 Arlesheim
www.palaestina-info.ch
info@palaestina-info.ch



IBAN CH31 0900 0000 4075 6856 2

Graphisme : Maxim Staehelin & Yves Graber
Imprimé à : Print Media Works GmbH Schopfheim
Photographies de : Sama'a Abu Sharar (SAS),
Mohammad Hureini (MH) et Mahmoud Zeidan (MZ)
Les photos non marquées ont été mises à disposition par les auteur·ices.

Je suis Palestinienne

Mon cœur battait la chamade, mes mains tremblaient, cela faisait quelques jours que je n'avais pas dormi et je me suis mise à compter lentement jusqu'à dix. J'ai regardé autour de moi, mais il n'y avait personne. J'ai respiré profondément, me suis servi une tasse de café et je souriais, quand je suis retournée en cours. J'écoutais, concentrée, mais mes pensées ne me laissaient pas en paix.

Je réfléchissais à ce que mon grand-père m'avait toujours dit : ton arme, c'est les études. Et pour cet homme, qui avait été expulsé de chez lui, il y a 75 ans, je tiens cette arme en main, avec l'espoir d'un retour. Pour mon père, qui a dû déplacer des montagnes à cause d'un papier qui le qualifie d'apatride, je continuerai sur cette voie. Les nuits sans sommeil et le cœur qui bat ne sont rien, face à un rêve de réfugié-e à l'avenir incertain. J'ouvris la porte de la salle de cours et me dirigeai doucement à ma place. Le prof venait de commencer un cours portant sur les 17 objectifs du développement durable. Je m'assis et tendis mes oreilles, attentive à chacun de ses mots. J'étudie la politique publique et le développement humain à l'Université des Nations Unies. J'ai grandi avec la conviction de pouvoir changer quelque chose en ce monde. J'ai toujours voulu donner une voix à celles et ceux qui ne peuvent pas parler, parce que j'ai grandi comme réfugiée au Liban et que je sais ce que cela signifie. Quand j'ai obtenu mon bachelors, je savais que c'était la deuxième étape et que le master était maintenant une des étapes suivantes de mon voyage de 1000 miles.

Le prof a remarqué que j'écoutais attentivement et que je portais une attention particulière à son cours et il m'a demandé de me présenter. Fièvre, j'ai dit que j'étais Palestinienne. Mal à l'aise, il m'a demandé : « Vous y êtes née ? » Et j'ai alors commencé à raconter mon histoire de réfugiée. J'ai souri et parlé avec fierté : « Palestinienne, je suis née au Liban. Et j'ai été considérée de par le monde comme apatride, puisque je n'étais pas née en Palestine. Par contre, après quelques années passées aux Pays-Bas, j'ai pu obtenir la nationalité hollandaise. Techniquement, je suis donc Hollandaise. » Pour quelques secondes, toute la classe est restée silencieuse et mon prof était encore plus mal à l'aise, mais il n'a rien dit et a continué sa leçon comme si de rien n'était. À chacun de ses mots, ma conviction d'avoir choisi les bonnes études grandissait. Je veux dire que je suis Palestinienne et je voudrais que chaque Palestinien-ne, né-e ou non en Palestine, puisse dire qu'il-elle est Palestinien-ne sans que tout le monde soit mal à l'aise. Nous n'avons peut-être ni passeport ni papiers qui prouvent notre appartenance. Mais nous avons des aïeux et une ancienne génération qui nous a élevés avec d'authentiques histoires palestiniennes et qui a fait de nous la génération palestinienne que nous sommes aujourd'hui. Pendant que je mettais mes livres et mon ordinateur dans mon sac, j'étais perdue dans mes pensées et tout excitée par mon prochain projet et mes recherches. En quittant l'université, j'ai été abordée par quelques étudiant-es avec qui je n'avais jamais parlé auparavant et qui voulaient absolument en savoir plus sur moi, à cause de ma présentation pendant le cours. J'ai passé les deux heures suivantes à nouer des amitiés, en buvant du café et en expliquant la Palestine. À 22 heures, j'ai fermé mon ordinateur.

Il ne s'agit pas seulement de terre, mais aussi de personnes

Je suis née Palestinienne, et si j'avais à nouveau le choix, je n'hésiterais pas une seconde à choisir à nouveau la même identité. À mon avis, la cause palestinienne est si noble, humaine et juste qu'il est inconcevable que des gens honnêtes ne puissent pas défendre la Palestine et son peuple !

Pourtant, nous savons tous que cette juste cause est un exemple clair de l'hypocrisie et de la politique sale du monde. Il est donc d'autant plus urgent de continuer à lutter pour cette cause honorable. L'occupation sioniste israélienne restera certainement dans l'histoire comme l'une des plus barbares et la complicité mondiale avec ces crimes comme l'une des pires violations des droits humains.

Il se trouve que je suis la fille du dirigeant de l'OLP Majed Abu Sharar qui a été brutalement assassiné à Rome en 1981. Je n'ai pas choisi d'être sa fille, ni d'être profondément impliquée dans la cause palestinienne dès ma naissance ! Dans sa courte vie, mon père a décidé que nous l'accompagnerions partout où l'OLP établirait une base. Peut-être qu'au fond de lui, il savait que sa vie serait courte et voulait profiter au maximum du temps qu'il avait avec nous. Loïn de la famille, l'entourage de l'OLP était notre famille. Nous avions une relation particulière avec beaucoup d'autres familles de ce genre, relation qui dure encore aujourd'hui. Nous avons été témoins des turbulences de l'existence palestinienne en Jordanie et au Liban, avec toutes ses douleurs, ses peines et ses joies. La perte soudaine de mon père a rompu ce cercle familial, notre filet de sécurité si l'on peut dire.

Ma première réaction à la disparition soudaine de mon père a été la colère et la haine. Je le haïssais de nous avoir quittés, et je haïssais et enviais la Palestine pour laquelle il nous avait quittés. Il m'a fallu des années pour me réconcilier avec ces sentiments et commencer à comprendre la valeur de mon père et ce qu'il incarnait, et pour réaliser en cours de route la vraie valeur de notre cause et la nécessité de grands sacrifices. La libération de la Palestine et le retour de notre peuple dans ses villes d'origine est notre but ultime, et toutes les formes de résistance et de sacrifice sont légitimes pour atteindre cet objectif.

L'absence de mon père a certes augmenté le vide sur le plan émotionnel et psychologique, mais elle m'a aussi permis de grandir et de mettre les choses en perspective. Le moment le plus révélateur de mon parcours de vie a été la prise de conscience que la cause palestinienne ne concerne pas seulement la terre où nous aspirons tous à retourner, mais aussi les gens qui avaient vécu en Palestine et qui ont transmis leur amour pour cette terre et la vie qu'ils y avaient menée à leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Comment ma vie personnelle m'a-t-elle amenée à défendre les réfugié-es palestinien·nes au Liban ? D'une certaine manière, je le dois en partie à Majed et à sa présence dans ma vie, même après 41 ans d'absence physique. Sa personnalité et ses enseignements m'inspirent toujours à continuer, malgré les nombreux moments de doute, de désespoir et de défaite.

Mon voyage vers les camps palestiniens et les rassemblements a été progressif jusqu'à ce que j'atteigne une certaine maturité grâce aux connaissances et aux convictions acquises en cours de route. Je désire parler de personnes réelles que j'ai rencontrées

et avec qui j'ai eu le privilège de travailler grâce à des cours de formation ou grâce à mon travail journalistique et à mes recherches dans les camps et les meetings palestiniens.

Par exemple, il y a Rania Saadallah, une photographe incroyable qui vient du village d'Umm al-Faraj près d'Acca et vit dans le camp de Rashdieh dans le sud du Liban. Rania s'efforce de subvenir aux besoins de ses parents. Elle entreprend diverses missions photographiques pour un certain nombre d'organisations locales et internationales au Liban et à l'étranger. Rania a récemment travaillé sur un projet pour le Musée palestinien de Ramallah concernant « Les pêcheurs palestiniens dans le sud du Liban ». En raison des complications actuelles du système bancaire libanais, de la bureaucratie des ONG et aussi à cause des nombreux obstacles rencontrés par les réfugiés palestiniens dans le pays, il a fallu plus d'un an à Rania pour être payée pour son magnifique travail.

Il y a Muaz Khalil, qui est originaire de Shafa Amer près de Haïfa et a passé la majeure partie de sa courte vie dans le camp de Yarmouk à Damas, mais a dû déménager au camp d'Ain el-Helweh dans le sud du Liban en raison de la guerre en Syrie. Muaz était un ardent défenseur des droits des réfugiés palestiniens de Syrie. Atteint d'un cancer, il a dû quitter illégalement le Liban afin de recevoir en urgence les soins médicaux dont il avait besoin en Allemagne. Mais pour y arriver, il a d'abord dû se rendre au Sri Lanka, où il a été arrêté et emprisonné pendant plusieurs mois avant que l'ambassade palestinienne au Sri Lanka n'intervienne pour le faire transférer à l'hôpital, où il a passé encore plusieurs autres mois avant d'être autorisé à partir pour Istanbul. A ce moment-là, sa santé s'était drastiquement détériorée et après plusieurs opérations, il est mort là, seul, loin de sa famille et de ses amis. J'ai ramené ses affaires personnelles à sa famille.

Il y a Rabieh al-Tayeh qui vient de Khirbet Jidin près d'Acca mais a vécu la majeure partie de sa vie dans le camp de Chatila. Rabieh est l'un des militants les plus optimistes qui a travaillé sans relâche pour améliorer la vie des enfants et des jeunes dans son camp et dans d'autres. Mais la vie au Liban était trop difficile pour lui, comme pour beaucoup d'autres. Alors il a décidé de déménager au Canada chez sa future épouse – pour vivre une vie meilleure. Rabieh a pu émigrer légalement, mais beaucoup d'autres ne bénéficient pas de ce luxe.

Nour est l'un d'entre eux-elles. Nour a récemment fait une tentative qui, espérait-il, mènerait à une vie meilleure et plus décente que ce que Chatila lui a offert. Avec des dizaines d'autres réfugiés palestiniens, il a pris un bateau à destination de l'Italie. Le « Bateau de la Mort » avait prévu un destin différent pour Nour. Il s'est noyé à l'âge de 20 ans avec des dizaines d'autres demandeur-ses d'asile palestinien-nes, syrien-nes et libanais-es.

Je veux vous parler de tous-tes les militant-es qui, bravant toutes les résistances, travaillent jour et nuit pour aider les réfugiés dans une grande détresse en

raison du déclin économique sans précédent au Liban. Selon des chiffres récents de l'UNRWA, le taux de pauvreté parmi les réfugiés palestiniens au Liban se situe entre 70 et 90 %. La plupart ne sont donc pas en mesure d'assurer leur subsistance. Cela fait de ces militant-es de véritables héros, surtout compte tenu des grandes insuffisances des principaux acteurs dans les camps (partis, OLP, Autorité palestinienne, UNRWA et État libanais).

Une mosaïque d'histoires de victoires, de défaites, de bonheur et de tristesse, mais peu de temps à partager. Enfin, je voudrais souligner que nous devons réévaluer la manière dont nous traitons les réfugiés, que nous devrions adopter une nouvelle approche, car l'approche d'urgence a clairement laissé les réfugiés dans l'impasse et pris-es dans un cercle vicieux. D'après ma modeste expérience personnelle et mes nombreuses conversations avec les réfugiés, je peux vous assurer que les réfugiés ne veulent pas d'aide, ils veulent l'autonomisation (empowerment).

Les réfugiés au Liban et certainement dans d'autres pays de la diaspora sont fatigués d'être traité-es comme des « récipiendaires de charité ». Ils-elles veulent être traité-es avec dignité et respect. Ils-elles doivent être célébré-es et respecté-es pour ce qu'ils-elles peuvent faire, pour leurs réalisations et leurs réussites. Ils-elles désirent être responsables de projets opérationnels qui les aident à réaliser quelque chose et à triompher. Je ne sais pas combien de fois j'ai entendu ou combien de réfugiés m'ont dit dans les dizaines de groupes de discussion que j'ai organisés dans les camps qu'ils-elles ne veulent pas qu'on leur donne du pain, ils-elles veulent des boulangeries afin de cuire leur propre pain ! Dans mon récent inventaire des « mouvements populaires et groupes de jeunes militant-es dans les camps et les rassemblements palestiniens au Liban », la plupart des réfugiés ont exprimé leur frustration face à ce qu'ils-elles appellent la « culture de la mendicité » ou des « boîtes de nourriture » qui prévalent dans la communauté des réfugiés-es.

L'autonomisation est la clé d'une vie de dignité et de respect. L'autonomisation est cruciale pour doter les réfugiés des compétences nécessaires pour construire une carrière et un avenir qui pourraient leur assurer une vie digne et respectueuse jusqu'à leur prochain retour en Palestine. L'autonomisation des réfugiés-es est nécessaire de toute urgence afin qu'ils-elles ne soient plus une monnaie d'échange entre les mains de nos prétendus dirigeant-es mais qu'ils puissent prendre leur destin en main. L'autonomisation des réfugiés-es est importante pour que nous commencions à prendre au sérieux les nombreux-ses jeunes merveilleux-ses, au lieu de les traiter comme des bombes à retardement. L'autonomisation est cruciale, car nos réfugiés-es sont l'un des éléments les plus précieux sur notre chemin de libération. La Palestine n'a jamais été seulement une question de terre, mais toujours aussi une question d'être humains et les réfugiés palestiniens-nes sont ces humains.

Nouvel apprentissage

J'ai 23 ans et je suis une immigrante palestinienne, dans la bande de Gaza.

En 2021, j'ai obtenu un bachelors de langue anglaise à l'Université islamique et un diplôme de secrétariat et de relations publiques. En 2022, j'ai suivi des cours supplémentaires d'anglais, mais je n'ai quand même pas réussi à trouver du travail. Actuellement, je cherche activement un poste qui corresponde à mes compétences, afin de pouvoir me développer et gagner en expérience, ou de trouver un cours qui me permette de me perfectionner dans un domaine spécialisé, pour élargir mes chances d'obtenir un emploi.

Actuellement, je m'occupe de mon jeune frère et du ménage, puisque mes parents travaillent. J'aime peindre, même si je ne veux pas dire que j'ai du talent. Mais je suis douée pour le dessin et la broderie. J'aime lire des romans et des histoires en anglais et en arabe et de la littérature sur la musique et le violon. Si un jour je serais en mesure de garantir un avenir pour mes parents et frères, je rêve d'étudier de la musique. On ne vit qu'une fois, alors pourquoi ne pas en faire quelque chose de bien ?

Mes idées pour le futur dépendent des conditions dans lesquelles je vis. J'ai besoin d'argent pour atteindre mes objectifs et j'aimerais pouvoir compter sur moi-même et ne pas trop devoir attendre de l'avenir. En effet, on ne sait pas ce qu'il nous apportera. Malgré cela j'aimerais m'en tenir aux buts que je me suis fixés et, si Dieu veut, je les atteindrai.

Comment je vis l'oppression dans ma vie privée ? Nous, les Arabes palestinien-nes, sommes soumis à une pression psychologique plus forte que toute autre sorte d'oppression. Nous répondons à cette pression avec la formation et les perfectionnements. En privé, je subis aussi des pressions en raison de l'opinion des gens autour de moi, mais, en général, je ne me soucie pas des avis négatifs. Je ne suis pas obligée d'écouter des opinions décourageantes, dont fait partie l'idée dominante qu'il faut se marier jeune et rester assis à la maison. Je préfère miser sur les études et je donne mon avis à ce sujet. Si mes études et mes activités ne me permettent pas de trouver du travail, je cherche autre chose. Je pense que ce qui compte c'est de faire suffisamment pour assurer notre avenir en tant que femmes, et celui de nos familles, mais que nous devons pouvoir accomplir de grandes choses pour nous-mêmes.



Des enfants sur une balançoire (SAS)



Café au camp de Rashdieh (SAS)



Camp de Mar Elias (SAS)



Cimetière dans le camp Dbayeh (SAS)



Camp de Mar Elias (SAS)



Une vie passée entre les postes de contrôle

Je suis Palestinien et, depuis des décennies, je vis dans le territoire palestinien occupé par l'armée israélienne. En résumé, on peut dire que ma vie est rythmée par les postes de contrôle, la surveillance et un système de caméras intelligent, qui viole ma vie privée et marque quotidiennement mon chemin.

J'ai 46 ans et j'ai passé 20 ans dans les prisons des forces d'occupation. J'avais 16 ans, quand j'ai été emprisonné pendant la première intifada (avant la signature des accords d'Oslo). Lors de ma libération, j'avais 36 ans. J'ai fondé une famille : deux de mes enfants vont à l'école et le troisième au jardin d'enfants. Je travaille comme journaliste et traducteur de l'hébreu ; je suis régulièrement appelé par les chaînes télévisées arabes et internationales, comme expert de la politique israélienne. J'ai aussi publié quatre romans.

Je vis dans un paisible petit village, à 12 kilomètres de Ramallah. Chaque jour, je me rends en voiture à mon bureau, que je loue à Ramallah. Depuis ma maison, je pourrais y être en 15 minutes, mais le trajet peut aussi durer une journée entière, tout comme il est possible que je n'arrive même pas à atteindre mon bureau. L'armée d'occupation a érigé différents types de postes de contrôle et de barrages, entre mon village, Dayr Jarir, et la ville. Certains sont installés de manière fixe, comme le poste de contrôle DCO¹, à l'entrée nord de Ramallah. Il dispose de caméras de surveillance et des soldats y sont placés constamment. On peut imaginer combien de voitures y passent quotidiennement, sachant que Ramallah est située au cœur de la Cisjordanie et qu'elle représente le centre des activités politiques et économiques. De plus, tous les ministères et institutions de l'Autorité palestinienne y siègent. Traverser ce poste de contrôle peut durer entre une heure et une heure et demi, surtout quand les soldats décident de contrôler l'identité et les papiers de tous les passagers de chaque voiture.

Il existe aussi des postes de contrôle mobiles, qui sont installés de manière improbable. Il y a en plus la colonie Ofra, qui a été installée sur le territoire de notre village et des villages voisins. Elle se trouve à proximité d'un camp militaire. Entre les deux passe une route principale qui relie mon village et sept autres à la ville de Ramallah. Cette seule route de liaison est constamment contrôlée et parfois, quand quelque chose arrive qui menacerait prétendument la sécurité des forces d'occupation, elle est entièrement fermée pour les huit villages, comme punition collective. Pour réussir alors à se rendre au travail, à l'hôpital ou à un événement, nous devons utiliser des pistes secondaires poussiéreuses.

Normalement, la route est bloquée par des éléments qui empêchent le passage. Cela oblige les gens à utiliser les ânes et d'autres animaux pour se déplacer ou à prendre des taxis avec plusieurs changements, ce qui double donc le prix. C'est le quotidien dans les villages et les villes de Palestine, depuis 2002, quand Israël a installé son système de surveillance et un réseau de postes de contrôle. Les contrôles sont interminables et ne tiennent pas compte des obligations et des besoins du quotidien des gens, comme les études, le travail ou les urgences médicales. La vie de la population civile normale est entravée par la pression, le chantage et les punitions collectives.

Pour moi, en tant que journaliste, ce système de postes de contrôle rend la planification du temps difficile, par exemple quand je participe à des émissions.

En effet, je rate de nombreuses occasions ou on me critique parce que je ne peux pas savoir à quelle heure j'arrive là où je suis attendu. Je souffre aussi d'un état de stress constant, à cause de la peur qu'un de mes enfants tombe malade et que je ne puisse pas l'amener à l'hôpital. Ou parce que les longs trajets poussiéreux ne ménagent ni mon budget ni mon véhicule.

Afin de surmonter tous ces obstacles imprévisibles et de rendre la vie plus supportable, les habitant-es des villages ont développé sur les médias sociaux un réseau de communication collectif où ils-elles s'informent quant à l'état actuel des routes et des postes de contrôle. Je consulte donc toujours ces groupes avant de quitter la maison ou le travail. Malgré cela, des surprises peuvent arriver. Il ne me reste alors qu'à attendre mon tour d'être contrôlé ou de faire demi-tour et de chercher un autre chemin.

Les véritables problèmes avec lesquels je suis confronté dans de telles situations imprévues ne sont pas uniquement de nature sociale, comme le fait d'arriver en retard aux réunions ou de me trouver en difficulté avec ma femme parce qu'elle a dû réchauffer le repas plusieurs fois ou de devoir m'excuser auprès de personnes que j'ai invitées parce que je ne serai pas à l'heure ou encore d'avoir des problèmes professionnels. Ce qui est bien pire, c'est quand je dois attendre des heures dans un froid glacial ou une chaleur caniculaire et que mes petits enfants sont assis avec moi, dans la voiture. Je ne suis pas en mesure de leur expliquer pourquoi je ne peux pas poursuivre ma route et dois attendre. Je dois supporter leurs plaintes, leurs pleurs et, parfois, leur faim et leur besoin de faire pipi. Je suis journaliste et auteur. J'ai une imagination débordante et je connais bien le conflit. Cependant, je n'arrive quand même pas à imaginer à quoi mène ce réseau compliqué de barrages et de postes de contrôle et comment les gens pourraient le supporter. Est-ce que cela pourrait être le véritable déclencheur d'une escalade supplémentaire, avec tout ce que cela apporterait comme crises et humiliations aux habitant-es innocent-es, qui aimeraient seulement vivre une vie normale et avoir la possibilité de savoir, au moment où ils sortent, quand ils rentreront à la maison ?

1 District Coordination Office, bureau de coordination militaire israélo-palestinien.

Grandir sous l'occupation

Je suis né et j'ai grandi à al-Touwani, dans un village de Masafer Yatta, sur les collines du sud d'Hébron, dans le territoire palestinien occupé. Dans mon humble village, nous menons une vie frugale ; nous vivons de l'élevage et de l'agriculture. Avant 2012, nous ne disposions ni de soins de santé, ni d'eau courante, ni d'électricité.

Quand j'étais petit, je voulais juste jouer et m'amuser avec mes amis. Je me levais tôt, j'aidais ma mère à faire son pain, je prenais mon petit déjeuner, j'allais à l'école et ensuite je jouais au foot avec mes amis ; le foot, c'est ce que je préférais, et que je préférais toujours. À la tombée de la nuit, je rentrais chez moi, faisais mes devoirs à la lumière d'une bougie ou d'une lampe, dînais et allais me coucher.

Mais les choses ne sont plus si simples. Al-Touwani, tout comme nombre d'autres villages palestiniens de Masafer Yatta, est menacé. Je veux montrer comment les menaces de l'occupant israélien ont rendu ma vie, qui était simple, difficile. Masafer Yatta a commencé à souffrir de l'occupation israélienne au début des années 80, lorsque les autorités ont déclaré cette région « Firing Zone 918 », donc une zone militaire fermée, en violation du droit international.¹ C'est un autre stratagème d'Israël pour expulser les Palestiniens de leurs terres historiques. Ma famille vit à Masafer Yatta depuis la Nakba² 1948. Bien que nous ayons été contraints de quitter nos maisons ancestrales, al-Touwani est devenu notre nouveau foyer. Avant la Nakba, mes grands-parents (comme leurs grands-parents et d'innombrables grands-parents avant eux) menaient une vie simple dans le village d'al-Qaryataan à Beersheba, dans le sud de la Palestine. Mais pendant l'expulsion et les massacres, l'armée d'occupation a tué deux frères de mon grand-père. Craignant pour leur vie, mes grands-parents se sont réfugiés dans le village de Susya d'où ils ont été chassés une deuxième fois par l'armée d'occupation, sous prétexte qu'il s'agissait d'un site archéologique, et ils ont alors fui vers al-Touwani. Leur vie simple a donc été à nouveau interrompue lorsque les forces d'occupation ont déclaré Masafer Yatta zone de tir et que l'armée a commencé à confisquer des terres palestiniennes pour en faire des terrains d'entraînement militaire. Pour se débarrasser de nous, Israël tente de nous rendre la vie

impossible en menant des raids nocturnes, en démolissant des maisons, en procédant régulièrement à des arrestations non motivées, en détruisant des récoltes et en multipliant les moyens d'intimidation. Depuis que Masafer Yatta a été déclarée zone militaire, les habitants sont victimes d'expulsions forcées, de démolitions et de déportations. Les villages voisins de Khirbet Sarura et Kharoubeh ont disparu – toutes les maisons ont été démolies.³ Dans ma localité, l'école primaire a été détruite et nous sommes souvent privés d'accès à notre bétail et à nos terres. Nous vivons sous la menace permanente de la puissance occupante israélienne et des colons israéliens – une milice civile raciste – qui occupent nos terres et vivent non loin de nous. Notre maison fait l'objet d'une décision officielle de démolition.

Mais nous résistons. Le peuple palestinien s'oppose à l'occupation : cette fois, nous ne fuirons pas ! Mes grands-parents et mes parents ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour soutenir la paix, pour empêcher la violation de leurs droits et la confiscation de leurs terres. Ils ont appris à leurs enfants à suivre leur exemple. En 1998, lorsque l'armée d'occupation a chassé les gens de huit villages, mon père a organisé une résistance populaire non violente. Cet activisme a attiré l'attention et suscité un soutien international. Le tollé soulevé a débouché sur un procès au cours duquel des preuves ont été apportées que la terre appartenait aux Palestiniens. Certains sont retournés dans leurs villages, d'autres non, de peur d'être à nouveau expulsés. En 2006, les forces d'occupation ont tenté de construire un mur d'apartheid autour de Masafer Yatta afin de nous maintenir sous leur contrôle. Mais les Palestiniens – dont ma grand-mère et ses enfants – manifestaient chaque semaine pour protester contre la construction de ce mur. Ces protestations ont réussi à empêcher la construction du mur, mais les activistes ont payé le prix fort pour leur résistance : ma grand-mère a perdu un œil, mon père et mon oncle ont été emprisonnés pendant deux mois.

Malgré cette victoire importante, les forces d'occupation maintiennent leurs projets de relogement, y compris l'ordre de démolir des maisons et des villages entiers. Le déséquilibre des pouvoirs entre les occupants lourdement armés, d'une part, et les manifestants pacifiques, d'autre part, est en faveur des oppresseurs. Notre seul « pouvoir » est d'exercer une pression internationale pour faire cesser la destruction et la déportation. En 2009, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair a visité notre village et a constaté la situation d'injustice.⁴ Bien que nos villages soient parfaitement légaux au regard du droit international et que nous ayons tous les droits de vivre en paix dans nos maisons, Israël fait fi du droit international ou des droits humains fondamentaux. Le 4 mai 2022, la Cour suprême israélienne a autorisé la démolition de tous les villages de Masafer Yatta.⁵

Comme enfant, la vie sous l'occupation était pour moi « normale ». Au début, ma famille m'a laissé dans une ignorance béate des injustices qu'elles subissaient

et de leur peur. Mais dès le premier raid nocturne, lorsque les forces israéliennes ont fait irruption dans notre maison en pleine nuit et nous ont jetés dehors dans le froid, il nous a été impossible de nier la réalité ; alors qu'ils détruisaient tout dans notre maison, nous restions agrippés les uns aux autres, la peur au ventre. J'ai été horrifié lorsque les pilleurs masqués et armés ont hurlé contre mon père dans sa propre maison et l'ont bousculé. À 13 ans, j'ai compris que, comme mes parents et mes grands-parents, je devais défendre mes droits et ceux de ma communauté. Avec mon frère Sami, j'ai fondé le groupe « Youth of Sumud », un groupe de défenseur-euses des droits humains qui s'opposent pacifiquement aux intimidations continues visant à nous déposséder de nos terres légitimes.

Nous avons d'abord organisé le Sumud Freedom Camp à Sarura⁶, un village qui avait été vidé de ses habitant-es par l'occupation israélienne en 1998. Pour encourager les gens à revenir, nous avons travaillé à la restauration des grottes dans lesquelles les Palestinien-nes avaient vécu dans le passé. Et nous avons planté des oliviers dans les champs autour du village. Finalement, nous avons quitté nos propres maisons confortables pour aller vivre dans les grottes pour favoriser le retour des ancien-nes habitant-es. Notre activité s'est étendue à toute la Cisjordanie. Nous accompagnons les berger-es dans leurs champs et encourageons les écolier-es. Les berger-es sont souvent attaqué-es par les soldat-es en civil⁷ et les écoles sont souvent détruites⁸.

Notre campagne Faz3a⁹ aide les agriculteurs et agricultrices palestinien-nes dans leur récolte annuelle d'olives. La campagne Defend Masafer Yatta¹⁰ vise à sensibiliser le public à notre situation. Defund Racism¹¹ organise des manifestations contre les injustices et aide les gens à vivre dans leurs grottes lorsque les forces israéliennes ont démoli leurs maisons. « Youth of Sumud » a également dû payer le prix fort pour sa résistance. Nous avons été attaqués par des colons israéliens, on nous a brisé des os et ainsi détruit des vies. Mon frère a eu la jambe si gravement fracturée par les troupes d'occupation qu'il a dû être opéré. Nos familles subissent les raids nocturnes des militaires. Nos maisons sont souvent démolies. Nos parents subissent des brimades et des blessures. En septembre 2022, mon père a eu les deux bras cassés. Avant d'avoir 18 ans, j'ai été arrêté huit fois pour la seule raison d'avoir pacifiquement défendu les droits de mon peuple.

Mais, inspiré par la résistance pacifique de mes parents et de mes grands-parents, je poursuis mes activités. Je pense qu'Israël ne s'arrêtera pas tant qu'une deuxième Nakba n'entraîne l'expulsion des Palestinien-nes de leur terre. Je pense qu'Israël continuera sur cette voie tant que les demandes de justice à niveau international ne mettront pas fin à son impunité. C'est pourquoi j'essaie de faire entendre ma voix au nom de mon peuple en dehors de notre patrie. En attendant, l'existence de mon peuple est considérée comme une menace pour la domination israélienne.

En tant qu'enfant palestinien, on naît en résistant à l'injustice de l'occupation – par le seul fait d'exister, car l'existence même est résistance.

Je remercie le Dr Kelly James Clark pour son aimable soutien lors de la préparation et de la rédaction du texte.

- 1 www.reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/fact-sheet-masafer-yatta-communities-risk-forcible-transfer-june-2022
- 2 www.aljazeera.com/news/2022/5/15/nakba-mapping-palestinian-villages-destroyed-by-israel-in-1948
- 3 www.nrc.no/shorthand/stories/helping-palestinians-stand-up-to-the-forces-of-displacement/index.html
- 4 www.humansofmasaferyatta.substack.com/p/the-electricity-in-attwaneh-village
- 5 www.middleeasteye.net/news/supreme-court-decision-masafer-yatta-paves-way-israeli-land-grabs
- 6 www.972mag.com/40-days-and-40-nights-building-a-new-reality-in-sumud-freedom-camp
- 7 www.mondoweiss.net/2022/10/ethnic-cleansing-made-in-usa
- 8 www.aljazeera.com/news/2022/11/23/israeli-forces-demolish-palestinian-school-in-masafer-yatta
- 9 www.haaretz.com/israel-news/2020-10-23/ty-article/premium/palestinian-volunteers-help-olive-harvesters-in-ways-the-palestinian-authority-cant/0000017f-e72a-dea7-adff-f7fb6c900000
- 10 www.stopthegwall.org/right2exist/masafar-yatta/
- 11 www.defundracism.org

Pourquoi avoir opté pour l'histoire

Je suis né loin de chez moi. Enfant, je n'ai pris connaissance de l'histoire de mon pays qu'à travers les médias, ceux auxquels j'avais accès dans les années 80. Une carte de la Palestine était accrochée sur le mur de ma chambre. Les vies de mon père et de ma mère étaient liées à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Il était donc inévitable que la Palestine soit aussi au centre de mon existence.

Je me posais beaucoup de questions au sujet de ma naissance en Algérie, en exil, et malgré le fait que ce pays a toujours été accueillant et solidaire à l'égard des Palestinien-nes, ma vie là-bas a été marquée par le sentiment d'être un étranger en exil.

Cela m'a poussé, dès mon plus jeune âge, à essayer de mieux comprendre les processus historiques. L'histoire est devenue ma matière préférée. Un jour au lycée, alors que le professeur posait une question sur l'histoire de l'Algérie, j'ai été le seul à connaître la réponse et le professeur eut de la peine à croire qu'un Palestinien pouvait en savoir davantage sur l'histoire de l'Algérie que les élèves algérien-nes.

A Alger, mon père travaillait pour les médias de l'OLP. Lorsque ma mère, qui était citoyenne palestinienne et possédait des papiers d'identité qui le lui permettaient, se rendait en Palestine avec mes frères et sœurs, je restais seul avec mon père. Il m'emmenait alors avec lui dans son lieu de travail, rue Daidouch Mourad. Il y avait là une grande bibliothèque contenant études, documents et sources sur l'histoire de la Palestine. Les couvertures saisissantes des plus grands magazines nationaux attiraient mon attention et m'incitaient à parcourir les illustrations et les commentaires, voire à en lire certains. J'ai donc grandi avec ces ouvrages, bien avant l'apparition des réseaux sociaux. Ceci et la souffrance causée par le fait que je ne pouvais pas entrer en Palestine parce que je ne possédais qu'un document d'identité bleu de réfugié a suscité en moi l'amour de l'histoire et de la cause palestinienne.

Alors que j'étais encore très jeune, on m'a proposé de participer à une pièce de théâtre sur l'Intifada des pierres. J'ai joué un personnage clé dans cette pièce, que nous avons présentée dans six districts algériens. Je suivais alors cette première Intifada, à travers ce qui nous parvenait par les médias. Le fait de ne pas pouvoir rejoindre mon peuple me donnait constamment un sentiment d'impuissance.

Ce n'est qu'après les accords d'Oslo, en 1993, que j'ai pu retourner dans ma patrie. A partir de ce moment-là, je peux dire, que l'histoire de la cause palestinienne, ma cause, est devenue une passion. J'ai étudié l'histoire à Gaza, ensuite je suis allé au Caire pour obtenir ma maîtrise d'histoire. Au Caire, je m'occupais des activités du syndicat étudiant palestinien en Égypte. J'ai également travaillé dans le syndicat étudiant en Algérie en 1997.

Après j'ai fondé la Maison Al-Quds pour les études et la recherche palestiniennes où travaillait une élite de chercheur-ses et d'autres personnes investies dans cette question ; nous avons ancré notre travail sur des documents historiques et manuscrits archéologiques. J'ai publié six livres sur l'histoire de la Palestine et organisé des séminaires, des réunions et des ateliers.

J'ai également réalisé des expositions dans les pays arabes, ce qui m'a permis de rencontrer différentes personnes et m'a ouvert des portes pour écrire dans d'importantes revues et journaux locaux et arabes avec des écrivain-nes étranger-es et palestinien-nes

célèbres. Tout cela m'a permis d'acquérir de l'expérience et m'a amené dans mon institution, à former des chercheur·ses aux différentes méthodes d'écriture de l'histoire.

J'ai ensuite déménagé pour travailler à Ramallah. Gaza a été séparée de la Cisjordanie à cause de la division et de l'occupation. Suite au blocus, mes déplacements ont été limités : n'ayant pas de permis me permettant de me déplacer librement, il m'était interdit de passer par les postes de contrôle de l'occupation.

J'ai contribué aux magazines *Palestinian Papers* et *Palestinian Affairs*. J'ai écrit des articles sur l'histoire moderne et donné deux conférences importantes. La première portait sur la Palestine cananéenne et traitait des origines, des plus importantes découvertes archéologiques et des tentatives d'effacer notre histoire, et la deuxième sur la Palestine chrétienne et traitait du berceau du christianisme en Palestine et de sa diffusion dans le monde. Cela m'a conduit à me recentrer plus spécifiquement sur la philosophie de l'écriture de l'histoire et à réexaminer ce qui a été écrit précédemment, sans le détruire. Mon dernier livre est une réécriture de l'histoire palestinienne.

Avec un groupe d'historien·nes, nous avons commencé à conceptualiser l'Union palestinienne des historien·nes et des archéologues, et je suis devenu membre du secrétariat de l'Union palestinienne des écrivain·es et des gens de lettres.

J'ai été victime des transformations et des procédures entraînées par la politique d'occupation, par les colonies et leur expansion en Cisjordanie qui morcellent le territoire palestinien, par la poursuite de l'apartheid, par les postes de contrôle qui rendent impossible toute connexion entre Gaza et la Cisjordanie. Je n'ai pas vu ma famille, qui se trouve à Gaza alors que moi je suis en Cisjordanie, depuis des années, et il y a beaucoup d'autres personnes qui sont, comme moi, victimes des illusions auxquelles nous avons cru.

Alors, tout ce qui me reste, c'est l'histoire que je peux écrire, pour empêcher qu'elle soit déformée, pour que les prochaines générations puissent connaître la vérité et travailler à changer cette réalité en arrêtant les politiques d'occupation.

Rester forte est une décision prise sciemment

Je pense à ma fille de trois ans, Beyrouth, qui vit avec son père, à Birzeit, près de Ramallah. Pour des raisons financières, j'ai dû renoncer à mon droit de garde, en tant que mère, et laisser ma fille avec mon mari, dont je me suis séparée. La seule possibilité était que l'enfant reste avec son père, jusqu'à ce que je règle mes conditions de vie. En effet, j'avais accepté un poste auprès d'un office du gouvernement.

Selon une règle en vigueur pour tous les nouveaux-elles employé-es, je devais attendre trois mois pour toucher mon salaire. En fait je travaille depuis beaucoup plus longtemps : depuis ma séparation, il y a deux ans, j'ai travaillé dans différents domaines, dans des restaurants, des cafés, des magasins et dans d'autres endroits encore. Toutes ces activités n'ont rien à voir avec ma formation de sociologue, mais, par manque de possibilités et en raison des perspectives restreintes, je m'étais résignée et j'avais accepté ces pis-aller. En effet, la liberté d'une femme commence avec son indépendance économique. Et c'était comme ça, jusqu'à il y a deux mois, quand j'ai trouvé un emploi auprès du gouvernement, dans le domaine de la culture.

Mes journées semblent relativement normales et monotones. Je quitte la maison à 7h30 du matin, j'arrive au bureau à 8h00, je bois un café, fume une cigarette en écoutant des chansons de Feyrouz, qui font partie de mon rituel matinal. Après huit heures au travail, je rentre à la maison, en fin d'après-midi et je me prépare un petit repas. Après manger, je termine ma journée avec des choses diverses, comme écouter de la musique, surfer sur internet pour me tenir au courant de ce qui se passe autour de moi. Je parcours les nouvelles afin de m'informer sur les thèmes qui concernent notre situation palestinienne.

Je parle avec mes parents, qui vivent dans la ville de Naplouse, à quarante kilomètres de Ramallah. Je leur rends visite toutes les deux semaines. Mais il arrive aussi que je ne puisse pas aller les voir, en raison des points de contrôle militaires que les occupants installent dans les rues des villes palestiniennes, afin d'entraver la population dans sa liberté de mouvement

et de séparer les gens. J'aime les rues et j'y trouve ma liberté. Chaque pas que je fais me donne l'impression de donner forme à mon voyage, qui est parsemé d'épines et de difficultés. Mon trajet quotidien pour me rendre au travail représente le Phénix qui se relève de ses cendres, au milieu des innombrables complications, démoralisations et frustrations de la vie de tous les jours.

S'effondrer est un luxe que je ne peux pas me permettre. Rester forte est une décision prise sciemment et elle n'est pas à remettre en question. Les vraies amitiés sont mes lumières dans l'obscurité. La lecture et la connaissance sont mes portes sur le monde. Et écrire est ma passion, qui ne s'éteint jamais. Parfois elle est un peu moins forte, mais elle ne s'éteint jamais. Je continue donc à écrire des poèmes et je prépare un recueil, qui n'a pas encore de titre. Ceux que j'ai déjà écrits ont les titres suivants : « Un amour qui tourne en rond, comme une mouche agaçante » et « L'abîme m'a séduite ».

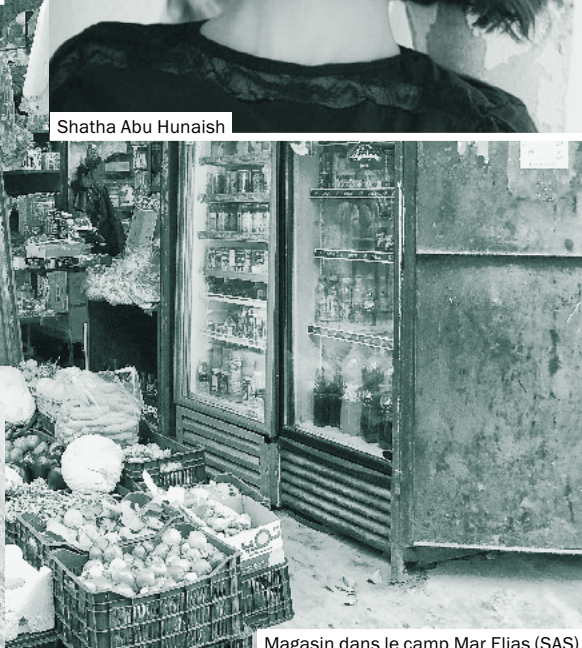
Ma vie n'a rien d'extraordinaire, même si mon expérience de vie est différente et si elle semble atypique. En réalité, ma vie est très normale. En tout cas, c'est comme ça que je la vois. Mon image dans le miroir est claire. Les aspects de mon identité sont précis : une femme palestinienne de 35 ans, qui se fraye un chemin, vers une vie humaine digne. Armée du travail, de la culture, des arts, des amitiés, de l'amour et de la maternité. J'aimerais que mon message se termine avec la noblesse d'une guerrière, afin de laisser derrière moi une belle trace, qui ne disparaîtra jamais.



Während einer Gerichtsverhandlung (MH)



Shatha Abu Hunaish



Magasin dans le camp Mar Elias (SAS)



Blessé par des soldats lors d'un piquet de protestation (MH)



Enfants devant les débris de leur école détruite (MH)



Abris au camp de Shatila à Beyrouth (SAS)

Habitbi

Je m'évertue sérieusement à lire « Blutbuch »¹, car je pense y trouver du réconfort. L'intelligence émotionnelle et la sagesse dont j'ai besoin en ce moment jaillissent, dès les vingt premières pages, venant me frapper en un bouillonnement qui me réconforte. Après plus de quatre décennies vécues à l'étranger, je revis sans cesse le même flashback.

Même si, depuis un an, je me nourris et m'apaise à la source de ton amour de tous les instants. Et pourtant, j'ai besoin de chercher ce réconfort dans un livre qui creuse dans les profondeurs obscures de l'existence humaine. Dans ce livre intitulé « Blutbuch », soit « Livre de sang », qui parle du sang de l'âme.

Je trébuché, encore et encore, sur les tréfonds obscurs de mon âme, et cela m'éreinte. Malgré cela, je me relève, et je les sillonne, pour la énième fois, je ne peux pas m'en empêcher. Comme si ces maudits tréfonds, je ne les connaissais pas, eux et leurs goules, leurs djinns arabes délirants, ainsi que leurs cousins, les hydres suisses, comme si je ne les avais encore jamais sillonnées ni abondamment entretenues. Et qu'est-ce que j'ai à récolter cette fois-ci ? Ou dois-je simplement chérir les moissons récoltées grâce à ton amour ?

Car la liste des bienfaits acquis est longue, et je peux dire que je suis de ceux qui, après avoir perdu une grande partie de leur fortune passée, ont gagné aussi de nouvelles richesses. Tu es le couronnement de ces acquis. Ton amour est la moisson dont la préservation revient à préserver mon amour pour moi-même.

Le soleil, avec lequel nous avons tous deux conclu, il n'y a pas si longtemps, un pacte contre le manque d'amour de ce monde, contre le mal de vivre, brille si bien dehors et me dit : « Sors de là, prends les choses du bon côté, je suis là pour toi, ne me déçois pas ». Et qu'est-ce que je fais au lieu de l'écouter ? Je m'étales mollement sur le canapé pour te parler de mon mal-être et des replis de mon âme. Quelle honte, non ? de ruminer ça encore et encore ? Est-ce réaliste ? Pourquoi me suis-je encore une fois acheminé à ces vieux schémas ? Il y a maintenant plus de quarante ans que j'ai perdu ma patrie et que j'ai immigré en Suisse. Cette tristesse qui revient et revient encore en moi se justifie-t-elle toujours ? Et pourquoi me tombe-t-elle dessus maintenant, pendant les fêtes de Noël ?

Il n'y a pas si longtemps, j'ai jeté sur le tas de fuier la croix de l'étranger sur laquelle je pensais être

crucifié, et qui, je dois l'avouer, n'est pas encore tombée en poussière. La veille de Noël, j'ai à nouveau senti les clous dans mes mains. Jusque-là, je me réjouissais tellement à l'idée de fêter Noël avec ta merveilleuse famille. Je me suis laissé gagner par ta joie enfantine, intacte, dans l'attente des festivités et de tout ce qu'elles évoquent. Comme un enfant, j'ai versé quelques larmes de joie lorsque tu m'as emmené faire un tour en voiture, voir les beaux sapins de Noël dans la cité de Soleure. Ton plaisir à offrir des cadeaux artistiques m'a impressionné. Ta dilection duveteuse pour tes enfants m'a également fait verser quelques larmes de joie. Et toi, oui, toi, tu sais pourquoi l'intégrité de l'amour et de la beauté me font verser tant de larmes de joie. Toi, tout particulièrement, qui connais la douleur de la perte qui se cache derrière.

Passer la veille de Noël, chez toi, entouré de ta merveilleuse famille, m'a replongé en un éclair dans la douleur de ma perte. La perte de ma patrie, de ma ville de Nazareth et surtout de ma famille élargie, du giron de laquelle j'ai été expulsé il y a plus de quarante ans et catapulté dans cette patrie d'adoption que j'aime, mais qui me demeure étrangère. Fracassé en mille morceaux. Rien de ce dont j'ai bénéficié en ce qui concerne la socialisation dans le giron de ma culture arabo-musulmane/chrétienne n'est resté. J'ai perdu tout ce que j'avais acquis comme capacités dans ma Palestine natale, de ma ville de Nazareth et de ma grande famille.

Ma socialisation, dont les racines plongent loin dans l'ancienne Arabie riche en culture, a perdu sa valeur en un clin d'œil et non sans fêlures ni démons dans ma tête. Il ne me reste plus rien de toutes les compétences héritées ou acquises auparavant. À commencer – mais sans finir – par la capacité de parler avec ma langue et, oui, même le corps s'est tu. Et que reste-t-il de précieux lorsque sa propre langue se tait ? Rien d'autre que le choc nu. La sidération émotionnelle.

Une sidération, qui a de nouveau frappé comme un coup de tonnerre, la veille de Noël. Pourtant, dans ma joie anticipée, j'avais espéré avoir effacé une fois pour toutes de mon disque dur mental tous les souvenirs douloureux de cette catatonie.

Le digitus spiritus vous salue.

Une illusion ?

Non, Habitbi, je suis un descendant du « peptimiste » palestinien cher à Emile Habibi. Qui, comme toutes mes concitoyen-nes palestinien-nes, ose toujours chasser son pessimisme, même si c'est de sa dernière énergie, par son optimisme.

Kim de l'Horizon a écrit sa douleur, réussissant un coup de maître. Tu as attiré mon attention sur son « Blutbuch ». Ce faisant, tu me l'as fait découvrir, comme une âme sœur. Ce livre, je l'ai accueilli dans mon cœur avant de le prendre en main. Et maintenant que j'ai épanché ma peine, je vais poursuivre ma lecture.

1 Roman de Kim de l'Horizon, écrivain-e bernois-e non binaire.

Si proche et pourtant inaccessible

J'ai 25 ans et je travaille comme enseignante de chimie. En même temps, je termine mon master en chimie à l'université de Birzeit. Mon horizon temporel se limite toujours au jour suivant et au travail que je dois effectuer au laboratoire. Il y a tellement de tâches et de pression que je préfère me concentrer sur les petites étapes. Chaque fois que c'est possible, je me détends à la maison, je regarde un film ou je fais une promenade. Je pense que je mérite d'être heureuse, de réussir dans mon travail et de vivre en paix.

Malheureusement, je ne peux pas habiter avec ma famille à Tulkarem, le déplacement au travail et à l'université serait trop dangereux et les obstacles trop nombreux. Je ne peux pas assumer cela tous les jours. L'occupation m'oblige donc à vivre à Ramallah, sans pouvoir rendre visite à ma famille quand j'en ai envie.

La répression se présente sous toutes les formes possibles. Je ne peux pas aller voir ma sœur à Jérusalem, bien qu'elle ne vive qu'à 30 minutes de chez moi. Je ne me sens nulle part tout à fait en sécurité, l'armée israélienne peut surgir n'importe où et n'importe quand, par exemple à l'université. On voit régulièrement les militaires en uniforme civil qui nous espionnent. Ce qui me pèse aussi beaucoup, c'est que je suis souvent en retard au travail, car il y a des checkpoints qui nous retardent en route. Il est impossible de savoir à l'avance si on pourra passer, et il faut à chaque fois faire des détours.

Brèves

Ambassade des États-Unis à Jérusalem

Au cours des dernières semaines, le gouvernement américain sous Joe Biden a progressé dans le processus de construction de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. Le droit international considère les terrains sur lesquels elle est prévue comme annexés et ils appartiennent à des propriétaires palestiniens expropriés. En réalisant le plan de construire une ambassade sur ces terrains, l'administration Biden devient complice du régime d'occupation.

tinur1.com/4ptysxw

Élections en Israël

Le gouvernement israélien issu des élections de novembre 2022 est constitué du Likoud, le bloc de droite de Benjamin Netanyahu, ainsi que de partis ultra-religieux et d'extrême-droite. Ils réunissent 65 des 120 sièges de la Knesset, le parlement israélien. 14 sièges sont octroyés au parti Force juive d'Itamar Ben-Gvir qui est qualifié de fasciste, même en Israël. Ce parti se trouve ainsi à la troisième place du parlement. 12 sièges sont occupés par le Schas, parti ultra-orthodoxe des Séfarades, et 8 par le parti Judaïsme Unifié de la Torah, des haredim. L'alliance de partis nationaux conservateurs de Benny Gantz (Union nationale), Gideon Saar (Nouvel espoir) et de l'ancien chef d'état-major Gadi Eizenkot a obtenu 12 mandats.

À l'occasion de la formation du gouvernement par Netanyahu, Ben-Gvir a été nommé ministre de la Sécurité, soit responsable des forces de police du Territoire palestinien occupé. Il vit dans la colonie Kirjat Arba, adjacente au centre de la ville palestinienne d'Hébron, et il a été plusieurs fois condamné par des juges israéliens en raison de déclarations racistes. Comme Bezalel Smotrich, le chef de son parti, il demande la peine de mort pour les Palestiniens qui s'opposent au régime d'occupation et refuse un État palestinien parce qu'il est d'avis que le peuple palestinien n'existe pas.

Selon Times of Israel, le premier point de la feuille stratégique du nouveau gouvernement israélien se lit ainsi : « Le peuple juif a un droit exclusif et inaliénable sur toutes les parties du pays d'Israël. Le gouvernement promouvra et étendra la colonisation sur toutes les parties du pays d'Israël : en Galilée, dans le Neguev, sur les hauteurs du Golan et en Judée et Samarie. » Ce refus déclaré d'obligations internationales ne laisse rien présager de bon.

40 ans en détention dans les prisons israéliennes

Le 5 janvier 2023, Karim Younis a été libéré de prison, après 40 ans. Il était le prisonnier politique ayant passé le plus de temps en détention. Pourtant, sa conscience de l'importance de la lutte n'a pas été brisée : en des mots clairs, il s'adresse à ses compatriotes, à ses proches et au reste du monde.

tinur1.com/4rstuwa3

Projet de drones de l'armée suisse sous de mauvais augures

Il y a de cela sept ans, l'armée suisse a commandé six drones du type Heron au producteur d'armes israélien Elbit. À cette fin, il y a eu un échange intense entre des officiers suisses et israéliens lors duquel l'efficacité de l'appareil, auparavant testée sur la population palestinienne, a été examinée en cas de combat. Le fait que ces visites ont eu lieu sur un territoire annexé a été brièvement critiqué dans certains médias. La chute d'un drone Heron en Israël a retardé le développement et en a fait augmenter le prix. Les premiers drones commandés sont maintenant arrivés en Suisse. Pour des raisons de sécurité, ils ne sont toutefois pas encore mis à la disposition de la police des frontières, qui les attend impatiemment pour repérer des réfugiés aux frontières non surveillées. En 2015, BDS CH avait soumis une pétition avec près de 30 000 signatures contre l'achat des drones à Israël.

tinur1.com/3vve82r9

Pétition de l'UE contre le commerce de biens issus du Territoire occupé

L'initiative citoyenne Stop Settlements a besoin d'un million de signatures afin que la Commission européenne reprenne l'exigence d'une interdiction du commerce de biens issus du Territoire occupé. En effet, la Commission s'était auparavant déclarée non compétente, mais une plainte auprès de la Cour de justice de l'Union européenne critique à présent cette non-entrée en matière. L'initiative citoyenne exige que les colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé ne soient ni reconnues ni soutenues et que l'exploitation des matières premières de ce territoire soit interdite. Le Sahara occidental fait également partie de territoires occupés et ses matières premières sont commercialisées par le Maroc.

La Suisse devra aussi envisager une telle interdiction. En effet, des biens issus des colonies israéliennes ne sont souvent pas déclarés correctement et sont, par exemple, commercialisés par l'entreprise Isratrade, qui est entre les mains de cercles évangéliques de droite. Sur différents marchés de la Suisse du Nord-Ouest, elle vend de l'huile d'olive, sous le nom de marque Tura, comme un produit israélien alors qu'elle est issue de la colonie juive Rehelim, illégale selon le droit

international et située en Cisjordanie occupée. L'obligation de déclaration de l'origine existe bien en Suisse mais elle est rarement contrôlée par les autorités.

Toute personne possédant un passeport de l'UE peut signer la pétition :

stopsettlements.org

Vous trouverez davantage d'informations sur le commerce entre la Suisse et les colonies israéliennes sous :

tinyurl.com/4mtpbjtf

Remise de preuves à la Cour de La Haye

Lors d'une conférence de presse commune, Al-Haq et l'organisation britannique Forensic Architecture ont présenté des preuves supplémentaires (des images aériennes en 3D) pour documenter le meurtre ciblé de la journaliste Shireen Abu Akleh, en mai 2022. Le résultat a été remis à la Cour pénale internationale de La Haye le 3 novembre, journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.

tinyurl.com/39jpbuva

Prise de position quant à l'annulation d'un événement

Le syndicat Erziehung und Wissenschaft (GEW) (éducation et sciences) de Rhein-Neckar Heidelberg a annulé un événement sur le thème « Le travail des enfants en Palestine » avec Shir Hever, membre de Voix juive. Et cela suite à la pression exercée sur le syndicat par le mandataire habilité pour la question de l'antisémitisme, Michael Blume. Cette annulation montre l'incapacité du syndicat à remplir son mandat concernant un droit fondamental et à garantir la liberté d'expression dans un État démocratique. Un syndicat allemand a ainsi agi contre une personne juive au motif qu'elle appartient à une organisation qui soutient la campagne BDS. L'appel de BDS a été soutenu dans le monde entier par divers syndicats solidaires avec des syndicats palestiniens et d'autres organisations de la société civile palestinienne. Michael Blume s'estime en droit de déterminer qui serait un « bon » et qui un « mauvais » Juif.

tinyurl.com/bp7yr6ry

Exécutions

En octobre 2022, à Jénine, l'armée israélienne a tiré sur un groupe de jeunes qui apparemment lançaient des pierres. Le jeune Mahamoud Samoudi, âgé de 12 ans seulement, a été tué alors qu'il vendait des bouteilles d'eau à proximité. Gideon Levy écrit dans le journal Haaretz, le 28 octobre 2022 : « C'est la plus jeune personne à avoir été assassinée cette année à Jénine ».

Depuis décembre, une vidéo qui montre l'exécution d'un jeune Palestinien par un garde-frontières israélien circule sur les médias sociaux. En plein jour, Ammar Mefleh, âgé de 22 ans, a été tué

par balles à bout portant. Suite à une bagarre avec des colons, Mefleh est tombé au sol, blessé, avant d'être assassiné par un agent des frontières alors qu'il ne portait pas d'arme et ne représentait aucun danger, comme le montre la vidéo. À l'image de Samoudi et de Mefleh, au moins 214 Palestiniennes ont été tuées par des unités israéliennes en 2022.

Dans un communiqué de presse du 1^{er} février 2023, Amnesty International attire également l'attention sur cette escalade de la violence de la part de l'armée israélienne. Cette évolution témoigne du système institutionnalisé d'oppression et de contrôle des Palestiniennes qu'Amnesty dénonce dans un rapport détaillé en tant qu'apartheid.

Pétition sous :

tinyurl.com/44z925yv

tinyurl.com/3xsnjxrr

Collaboration entre Israël et la Russie

Tandis que de nombreux États membres de l'OTAN livrent des armes à l'Ukraine depuis plusieurs mois, Israël est resté à l'écart jusqu'ici. Pour la politique sécuritaire israélienne, la collaboration avec la Russie en Syrie semble plus importante. La Russie y domine l'espace aérien et l'armée de l'air israélienne y mène régulièrement des attaques, toujours tolérées par Moscou. Le gouvernement israélien a installé une assistance téléphonique avec Moscou afin d'éviter tout « malentendu » avec le nouvel acteur militaire qu'est la Russie. Le président russe, Poutine, loue cette collaboration réalisée suite à une proposition d'Israël.

tinyurl.com/mwhkse5b

tinyurl.com/4w38fxmu

Une journée normale dans la vie anormale d'un réfugié palestinien au Liban

Je me suis levé tôt pour me rendre à mon travail, afin d'éviter de descendre à pied les six étages. Normalement, il n'y a pas d'électricité et le générateur privé fonctionne de 7h00 à 8h00, pour que les enfants puissent aller à l'école et les adultes au travail, puis de 14h00 à 16h00, quand tout le monde rentre, et encore une fois de 19h00 à minuit. Nous avons appris à régler notre vie selon cet horaire : comment profiter de l'ascenseur, quand se doucher, etc... Au cours des trois derniers mois, le pays n'a pas eu d'électricité publique.

Comme d'habitude, je me suis arrêté devant le miroir. Parfois on dirait que chaque pensée a laissé une marque ou une trace sur mon visage. Les personnes réfugiées deviennent adultes plus vite et vieillissent plus vite que les autres, parce que nous devons toujours penser à cent choses avant d'agir, ou même sans rien faire. Cette nécessité constante d'anticiper consomme tellement de notre temps et de notre énergie qu'il ne nous reste parfois même pas une minute pour nous regarder dans le miroir.

Je suis né à Ein el-Helweh, un des douze camps mis en place au Liban après la Nakba, en 1948, pour accueillir les réfugiés-palestiniens. Le camp a été un refuge pour mes parents qui ont échappé aux massacres de leur village Sufsaf, il y a 74 ans. J'ai toujours pensé que, sur terre, il y avait cet état de transition et puis la Palestine. Je vis, j'ai étudié et je travaille ici, au Liban, mais j'ai toujours le sentiment que ce n'est pas la fin, parce que la disposition à rentrer chez nous en Palestine et l'attente de ce moment ne se sont jamais éteintes. Pour la première fois, j'ai l'impression que ce séjour est devenu trop difficile et trop long, même si j'ai survécu aux guerres, à la discrimination, aux peurs et aux angoisses dans ce pays, pendant les 53 ans de ma vie, et qu'elles n'ont jamais pu entamer ma sérénité.

J'ai vu les avions de guerre israéliens bombarder notre camp. Aujourd'hui, les camps ne sont plus bombardés, mais ils se sont transformés en bombes à retardement, au vu des conditions de vie, de la promesse, de la pauvreté et de la discrimination. Pendant la guerre civile au Liban et la guerre des camps, dans les années 70 et 80, j'ai connu la peur et la terreur aux barrages de la milice. Maintenant, la guerre est finie, mais je me sens toujours comme un accusé, chaque fois que je passe par les postes de contrôle de l'armée libanaise pour entrer dans le camp. Je suis obligé de montrer mes papiers d'identité, d'ouvrir le coffre de ma voiture et de répondre à des questions sur mon travail, ma famille et mon domicile.

Après avoir terminé mes études, j'ai été au chômage pendant 15 ans, parce que la loi interdisait aux Palestiniens de travailler. Lorsque ce n'était pas mon accent qui me trahissait auprès de potentiels employeurs, c'étaient mes papiers. Aujourd'hui, je travaille pour une agence de l'ONU. J'ai donc plus de chance que d'autres, mais par contre, je partage le même destin que de nombreux autres qui ont aussi perdu toutes leurs économies lorsque le gouvernement libanais et les banques les ont confisquées.

Je vis en dehors du camp, mais je ne peux pas faire enregistrer l'appartement que j'ai acheté, parce que le droit de la propriété libanaise considère les Palestiniens comme des étrangers et que le droit à la propriété nous est dénié. Il ne nous est également pas possible de nous naturaliser, sous prétexte de soutenir notre droit politique au retour. Je me demande souvent comment les Palestiniens pourraient convaincre les Libanais que nous voulons seulement une vie digne dans ce pays et non pas la nationalité. C'est un message difficile à transmettre, tant que nous passons

autant de temps à assurer notre survie. La semaine dernière, il y a eu le jour de l'indépendance du Liban. Au jardin d'enfants, ils ont appris à mon fils de trois ans à dire que le Liban est son pays. Cela m'a mis en colère et m'a troublé. Je lui ai expliqué que nous aimons le Liban, mais que nous ne sommes pas Libanais. En effet, je suis reconnaissant à ce pays, qui nous accueille depuis 74 ans. Mais ce n'est pas mon pays et je ne veux pas que ce soit le pays de mon fils. Je suis sûr que je ne suis pas le seul à penser ainsi et que ces sentiments sont partagés par de nombreux·es Palestinien·es ici. Mais comment et où exprimer ces sentiments ?

Nous sommes prisonniers entre un passé douloureux et un présent morose, entre une histoire de bannissement de notre patrie et une vie impossible dans les camps de réfugié·es, en exil, où nous n'avons pas de droits civils, nous sommes discriminés et marginalisés. Ces peurs et ces inquiétudes sont constamment présentes dans nos pensées quotidiennes et ne nous laissent pas vivre en paix. C'est pourquoi, à cause de cette lutte continuelle, les Palestinien·nes vieillissent rapidement et ont aussi l'air plus âgés. Parfois, nous aimerions étudier, travailler, sortir manger, passer du temps dans la nature, avoir un loisir ou simplement faire les choses que font les personnes normales, dans d'autres pays. Il semblerait que cette vie normale ne nous est pas accessible puisque notre situation change constamment et que nous devons toujours mener des discussions inutiles.

De manière paradoxale, l'effondrement économique du Liban a eu un effet de rééquilibrage. Pour la première fois, nous avons le sentiment d'être à peu près égaux avec les citoyen·nes libanais·es. Depuis le début de la crise, nous vivons tous et toutes la pénurie de carburants, de produits alimentaires, d'eau et d'électricité comme les effets douloureux de l'inflation galopante et de la chute de la valeur de la livre libanaise. D'une certaine façon, cette crise a uni les Palestinien·nes et les Libanais·es ; nous partageons la même souffrance humaine. Nous ressentons le même écœurement quand nous sommes obligés de faire la queue pendant six heures, en plein soleil, afin de recevoir de l'essence. Mon voisin libanais et moi avons ressenti la même colère quand nous avons dû nous débrouiller sans eau pendant sept jours et que nous étions obligés de nous rendre à la caserne des pompiers pour remplir nos bouteilles. Le mois passé, nous avons tous·tes vécu la honte de faire la queue pour le pain et, chaque jour, les Palestinien·nes et les Libanais·es maudissent les mêmes choses quand nous voyons que les prix des produits grimpent, parfois jusqu'à trois fois par jour, parce que le cours du dollar américain augmente constamment. Nous ressentons le même épuisement et le même besoin de vivre en paix.

Je me demande toujours pourquoi les Libanais·es et les Palestinien·nes ne se soulèvent pas, face à cette humiliation partagée. Nous pouvons lutter contre cette situation et combattre ensemble les naturalisations. Mais je me rappelle alors de toutes les scènes de peur et de la possibilité d'être accusé de me mêler des

affaires internes du Liban ou de critiquer le gouvernement, ce qui anéantit mes sentiments optimistes.

C'est pourquoi nous menons deux luttes, l'une économique, et l'autre politique, seul·es. Si nous obtenions nos droits fondamentaux, nous serions en meilleure position pour nous battre pour notre droit de retour en Palestine. Mais en raison des lois et des pratiques discriminatoires à l'égard des réfugié·es palestinien·es, la crise économique a des effets plus graves sur ces derniers et le fait de garantir les moyens de subsistance est nécessairement prioritaire. Certaines personnes réfugiées ont plus de chance que d'autres, elles peuvent s'approvisionner en aliments dans les camps ou reçoivent du soutien de la part de membres de leur famille qui vivent à l'étranger. Mais la plupart dépendent des aides, toujours plus minimes, de l'UNRWA et de l'OLP, qui font toutes deux constamment l'objet d'attaques ou de réductions par Israël et ses alliés. Tandis que les réfugié·es défendent d'une part l'UNRWA, en raison de la reconnaissance institutionnelle de leur expulsion et de leur expropriation qu'elle représente, ils manifestent aussi contre les mauvaises prestations qu'elle offre.

Ce matin, j'ai constaté que je n'aurai pas le temps de boire mon café. Je me suis dépêché de rejoindre l'ascenseur et j'ai remercié Dieu d'avoir réussi à atteindre le rez-de-chaussée avant que l'électricité ne soit coupée. En arrivant au bureau, j'ai trouvé des portes closes, à cause d'un sit-in de manifestant·es et je suis donc rentré chez moi. À la maison, le générateur n'avait pas encore été remis en marche et j'ai donc dû monter à pied.



Hossam Abu al-Nasr



Enfants dans le camp Mar Elias (SAS)



Mère de victimes du massacre de Sabra et Chatila (MZ)



Débris dans le camp de Nahr al-Bared (MZ)



Aya Ehab Abu Qaoud

Une enfance perdue

Je vis au camp de réfugié·es de Rafah, dans la bande de Gaza. J'ai 14 ans, c'est-à-dire que j'ai vécu six guerres et que je suis née sous le blocus. Ma vie est marquée par des expériences très difficiles.

Bien que je sois une enfant, je peux reconnaître les différents avions de guerre qui larguent les bombes à leur bruit et à la destruction qu'ils causent. La bombe qui a détruit une des maisons dans notre camp de réfugié·es pesait plus d'une tonne, c'est incroyable. Chaque avion transportait plus de missiles que les doigts de la main. Et je ne parle pas de la main de mon amie qui a été amputée après le bombardement d'une autre maison près de notre école. Avez-vous une idée du nombre de personnes qui sont devenues des martyrs pendant les minutes, les heures et les jours de la guerre ? Comprenez-vous que je voudrais être une enfant comme tous les autres enfants de mon âge, n'importe où dans le monde ? Quand je serai grande, pourrai-je dire que j'ai eu une enfance ?

J'ai 14 ans et la force de volonté de quelqu'un qui a des décennies de plus que moi. Je m'oppose à l'oppression et je veux être libre, car celui qui accepte l'oppression tue ses rêves. Après une longue période de bombardement de notre ville, je suis entrée dans notre école tôt le matin, pleine d'enthousiasme. J'étais en troisième année. Nous sommes entré·es dans la salle de classe, calmes et joyeux·es, en compagnie de ma maîtresse préférée, dont j'aime beaucoup la manière d'enseigner. Soudain, il y a eu un bruit assourdissant et une énorme explosion. Nous étions 48 élèves. Nous nous sommes précipité·es à l'intérieur et avons cherché un endroit sûr. J'ai couru vers mon enseignante et je me suis allongée sur ses genoux pour me sentir protégée et en sécurité. J'ai vu ses yeux pleins de larmes et j'ai pensé qu'elle avait peut-être peur elle aussi, ses larmes tombaient sur ma main. Est-il vraiment possible que la personne qui devrait nous protéger, nous réconforter et nous donner un sentiment de sécurité ait également peur ? Ce jour-là, nous n'avons pas réussi à travailler sur quoi que ce soit en classe.

Les bombardements ont continué durant des jours. Pendant un cessez-le-feu, je suis retournée à l'école, mais pas pour étudier. En entrant dans la salle des maîtres, j'ai vu notre maîtresse, entourée des autres maîtres qui partageaient sa douleur : son fils avait été tué dans la guerre. Un enseignant lui a dit de prendre une semaine de congé pour se remettre de sa douleur. Elle a simplement répondu : « Est-ce qu'on peut m'expliquer ce qui nous arrive ? Je suis enseignante et mon fils est devenu un martyr. L'occupation veut nous tuer et faire de nous un peuple d'analphabètes. » Ces mots ont changé ma vie et ont renforcé ma résistance et ma volonté. Je me suis précipitée dans la salle de classe et j'ai tout raconté à mon amie. L'occupation veut détruire notre histoire, notre culture, nos écoles et tous nos biens. Mais mon amie et moi avons décidé de poursuivre notre éducation et de nous opposer à l'occupation par tous les moyens, quelle que soit la durée de ces guerres. Nous avons nos droits et nous resterons fermes dans notre combat ! Nous avons toutes deux terminé l'année scolaire avec succès. Mais je n'ai jamais pu vivre ma vie d'enfant. L'enfance et la guerre ne vont pas ensemble.

La géographie de l'asile

Voilà donc nos journées en Palestine, que je vais vous raconter ici. Nous distinguons nos journées d'après les horreurs que cette occupation hideuse et raciste nous fait subir.

Le territoire de Gaza est bouclé depuis 16 ans. Cela fait bientôt une année que notre seule centrale électrique a été bombardée. Nous sommes privés d'eau potable. Ces circonstances ont contraint des milliers de jeunes à s'enfuir par la mer, au péril de leur vie. Plus de 70% de ceux-celles qui restent sont au chômage. L'économie et le commerce ne fonctionnent pas et il n'y a pas de travail. Sans parler des guerres qu'Israël mène chaque année contre nous, des bombardements répétés des camps de réfugié-es par leurs avions, de la destruction des bâtiments sur la tête des habitant-es, du meurtre de milliers de personnes innocentes, de l'extermination de familles entières et de la destruction de ce qui reste des exploitations agricoles, ainsi que de la fermeture permanente des points de passage. Mais je suis resté ici en tant que réfugié palestinien, après que ma famille a été chassée de son lieu d'origine à Majdal Askalon, avec des centaines de milliers d'autres, vers Gaza.

Je suis né après la Nakba et j'ai fréquenté l'école de l'UNRWA au camp de réfugié-es. Depuis mon enfance, j'ai été nourri par l'espoir du retour, et cet espoir vit toujours en moi, en mes enfants et en mes petits-enfants. Depuis ma jeunesse, j'ai dévoré les livres. Je suis très attaché aux chants patriotiques et aux poèmes sur le retour. La lecture m'a permis d'avancer dans mon enfance, mon adolescence et ma vie d'adulte. J'ai étudié l'arabe dans une université locale et j'ai écrit des nouvelles. Au total, sept volumes ont été publiés, dans lesquels je raconte nos préoccupations nationales. Après les nouvelles, je me suis lancé, à partir de 1979, dans l'écriture de textes plus longs qui tournent davantage autour de personnages humains que j'ai ensuite fait réapparaître dans des nouvelles. Ces textes traitent eux aussi de l'histoire de mon peuple. Parallèlement à mon activité littéraire, j'ai écrit des articles avec d'autres auteur-ices. J'ai participé à la fondation de l'Union des écrivain-es et organisé des séminaires littéraires. Mais je ne vois pas de perspective de résolution de notre problème national face à l'intransigeance de notre ennemi et aux tendances d'extrême droite du gouvernement israélien. Il est évident qu'ils veulent s'approprier ce qui reste

de notre terre en Cisjordanie. En construisant des colonies, ils consolident leur hégémonie afin qu'il ne reste aucun espoir de voir naître un État palestinien, même si le monde entier était favorable à un tel État. En se basant sur les mythes de la Torah, armés d'illusions et de mensonges, ils éduquent leurs enfants dans la haine des Arabes et répandent des histoires mensongères dans le monde. Ils confondent les bourreaux avec les victimes. Je considère les États-Unis comme le principal sponsor de cette terreur et de l'État d'Israël. En ce qui concerne les droits humains, c'est deux poids, deux mesures. Malgré les rapports de force totalement inégaux et la prise de parti des étasunien-nes en faveur de la puissance occupante, notre peuple persiste à rester sur sa terre.

Je resterai un homme de lettres et travaillerai à la réalisation de mes projets littéraires et culturels jusqu'à ce que nous soyons libérés. J'espère pouvoir décrire toutes les phases historiques que mon peuple a traversées, bien que nous, les écrivain-es, soyons dans une situation difficile. Nous sommes constamment persécuté-es par les forces d'occupation ; de nombreuses personnes, y compris moi-même, sont ou ont été en prison. Nous ne pouvons pas voyager et nous n'avons pas de libre circulation entre Gaza et la Cisjordanie pour participer à des activités culturelles. Je n'ai donc jamais pu présenter mes livres lors d'expositions à Ramallah. Malgré tout, nous tenons bon et nous racontons ce qui se passe réellement dans nos écrits.

L'histoire de Fatima al-Hurani

La vie de haja Fatima est une véritable étude de cas sur le soumoud : la résistance palestinienne contre le projet colonialiste israélien et le profond enracinement des Palestiniens dans leur pays. Planter des arbres et en prendre soin sont des éléments importants de la lutte quotidienne pour les terres.

Le 25 juillet 2022, haja Fatima meurt, à l'âge de 95 ans. Elle est une icône de la résistance à al-Touwani, Masafer Yatta (sud de Hébron). La vie de haja Fatima, qui a 21 ans de plus que l'État israélien, est marquée par des luttes menées sans relâche et l'acharnement à rester sur ses terres, envers et contre toutes les actions adverses.

Sa lutte pour que la population locale puisse rester sur ses terres a commencé en 1948, quand des milices sionistes ont attaqué un village voisin, al-Qaryatayn, le vidant de toute sa population. Elle a souvent raconté à ses enfants et à ses petits-enfants le massacre d'al-Qaryatayn, qui l'avait beaucoup marquée. Sameeha Hurani, la petite-fille de haja Fatima, se souvient de ces récits. Elle se rappelle comment sa grand-mère, enceinte de son premier enfant, a été expulsée de chez elle. Elle et son mari ont marché, accompagné de leur bétail, pendant des jours avant d'arriver à un endroit sûr.

Après la Nakba, qui a eu lieu en 1948, haja Fatima est restée à al-Touwani. Survivante de la Nakba, elle a vite compris à quel point le contrôle des terres était important, comme partie intégrante de la résistance palestinienne. Comme de nombreux autres Palestiniens âgés, haja Fatima aimait transmettre les traditions par ses récits. La qualification politique des événements est aussi un acte d'auto-défense contre les colonialistes.

Haja Fatima a été une meneuse, en montrant l'exemple de la résistance. Elle a aussi été active dans la lutte de 1980. La population locale s'était alors défendue contre l'invasion par le Fonds national juif (FNJ). Ce dernier avait essayé d'annexer la terre qui appartenait à haja Fatima, en y plantant des pins. Mais haja Fatima les a arrachés et remplacés par des plantes locales.

Haja Fatima a travaillé de ses propres mains la terre qu'elle protégeait. Sa petite-fille Sameeha, qui

participe elle-même à des activités de base, dit à ce sujet : « Ma grand-mère a combattu les expansions des colons sans peur. Dans ce contexte, cultiver la terre est une activité déterminante. Ma grand-mère passait ses jours à planter de nouveaux arbres ou à traiter la terre autour des arbres. »

Même quand elle était malade ou que le temps était mauvais, elle travaillait avec la même ferveur. Sameeha se souvient : « L'année passée, quand elle a attrapé le coronavirus, elle avait dû passer ses journées au lit. Mais dès qu'elle s'est sentie un peu mieux, elle m'a demandé de l'accompagner sur les terres, afin d'y soigner les plantes ensemble. » Sa devise était la suivante : « Un terrain non cultivé attire les colons cupides. » Sameeha pense que sa grand-mère a ancré la résistance dans la terre, ce qui se reflétait dans les rides de son visage et de ses mains.

Un autre héritage politique de haja Fatima vit dans le groupe de résistance Youth of Sumud. Il a été fondé en 2017, pour protéger les terres à Masafer Yatta. Haja Fatima a marqué les mémoires de nous autres jeunes : « Je suis maintenant une vieille femme et c'est maintenant à vous de protéger notre terre. Vous êtes mon espoir. La résistance est une idée qui nous permet de nous dépasser. Nous allons mourir, mais pas notre idée. L'occupation israélienne peut contrôler nos corps, elle peut nous arrêter ou nous tuer, mais elle ne pourra jamais vaincre notre résistance et notre ténacité. »

Naji al-Ali me sauve, une fois de plus

« Mets-le sous la fenêtre, car j'aime la vue autant que Nadji al-Ali. » C'est donc dans l'esprit de Nadji al-Ali (caricaturiste palestinien, connu pour le personnage de Handala), qui a été assassiné par les forces d'occupation israéliennes, que j'ai placé sous la fenêtre mon bureau que j'avais acheté pour le lycée. Puis il s'est produit ce à quoi je m'attendais le moins. Oui, à Gaza, on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve. Mais deux nuits tranquilles te procurent un semblant de paix et un sentiment de sécurité que les missiles peuvent réduire à néant en quelques secondes.

Je venais de finir mes révisions pour l'école, avec en bruit de fond le bourdonnement des drones dans la nuit. Je m'étais réfugiée dans la musique du « Lac des cygnes » : peut-être que cela ferait disparaître de ma petite chambre le bruit infernal de cette machine de guerre. Je réfléchissais à une « story » à publier pour rassurer mes ami-es. Cela devrait être une histoire amusante et sans fin, car je ne veux pas que leurs cœurs soient brisés à cause de la guerre. « Tchaïkovski, le bourdonnement des drones et moi », c'est un bon titre pour une comédie noire. J'ignore comment cette couleur rouge sang est soudainement apparue dans mon décor. Je me suis retrouvée de l'autre côté de la pièce, près du mur choquée et stupéfaite, mais sans ressentir de douleur. À Gaza, on ne ressent pas sa douleur physique ou morale, pas pendant qu'il se passe quelque chose. On ne ressent que l'horreur et le choc. C'est ce qui s'est passé quand ils ont lancé le premier missile. Mais un missile ne leur suffit pas. J'essayais de quitter ma chambre quand le deuxième missile m'a surpris. En une fraction de seconde, j'ai revu dans mon esprit la fille avec laquelle je m'étais disputée autrefois. Elle a été tuée dans notre quartier en 2014 par un éclat d'obus qui l'a touchée au cou, alors qu'elle tentait de se réfugier dans les bras de sa mère. La mère a poussé un hurlement pendant l'explosion, sa fille est devenue une martyre de la guerre. Son sang est resté collé pendant des années sur la paroi de la tente où elle était morte. Le sang me dit, à moi et à tous les passant-es : « Je suis toujours là, vous vous souvenez de moi ? »

J'ai décidé de ramper pour vite me glisser sous le lit. Les explosions se sont poursuivies. Je ne sais pas où j'ai trouvé la force de le faire. J'ai rampé sous une pluie de sable et de pierres. J'ai alors pensé : « C'est moi la prochaine ? Mes parents ? Mes frères et sœurs ? » J'ai pu déduire d'où ils bombardaient le camp en observant la direction du sable et des pierres. J'imaginai qu'un seul missile suffirait à rendre toutes les maisons inhabitables. J'étais sous le lit et les explosions continuaient. Je ne sais pas comment, mais le temps semblait s'écouler au ralenti. Soudain, j'ai entendu de la musique, elle provenait de mon téléphone portable, que je tenais fermement dans ma main. La musique devenait plus forte. Est-ce bien le moment ? me suis-je demandé. J'ai éteint mon téléphone et, en entendant les cris de mes parents, je me suis mise à hurler. Je ne savais pas que je pouvais crier autant. « Je vais bien, je vais bien. » J'ai hurlé comme une folle et j'ai regardé en direction de la porte fermée. Je me suis alors rendue compte que j'étais bloquée. J'étais submergée par mes émotions. J'avais l'impression d'être déconnectée de la réalité. Cela a dû bien prendre dix minutes. J'ai alors pensé : « Est-ce que je rêve ou est-ce que je suis juste un autre numéro dans cette sombre réalité ? » Ce sont les pensées d'un cerveau au moment de la mort, me suis-je dit. Mais j'ai rejeté cette idée et j'ai recommencé à crier. Plus tard, ma mère m'a affirmé que personne n'avait entendu mes cris. Elle m'a dit : « Je pensais que tu étais morte et qu'il ne me restait plus qu'à prendre ta petite sœur dans mes bras. » C'est

drôle comme la mort s'imisce dans la vie à ces moments-là. Mon cerveau a comme marqué un temps d'arrêt et je n'ai aucun souvenir de la suite. Je ne sais pas comment je suis sortie de sous le lit et comment la porte a fini par s'ouvrir. J'ai eu beau questionner tout le monde, personne n'a pu me répondre. Alors j'ai arrêté de poser ces questions. Une heure plus tard, lorsque j'ai essayé de décrire la catastrophe, c'était comme si je parlais d'un film dont je ne me souvenais pas bien et dont je n'arrivais pas à classer les scènes dans le bon ordre. Je n'ai pleuré qu'une fois, hier. J'étais en train de nettoyer les débris de l'explosion dans la chambre quand j'ai vu par la fenêtre des gardes civils qui retireraient quelque chose des décombres. J'espérais en mon for intérieur qu'ils soient parvenus à sortir un enfant vivant des décombres. Mais ce qu'ils ont retiré, c'est un tas de morceaux de cadavres, des morceaux de chair brûlée. Les larmes me suffoquaient. Peu après, je me suis calmée et j'ai arrêté de sangloter. Depuis, je ne sais pas pourquoi, je n'ai plus pleuré. Après cela, je me suis sentie vide, misérable, triste et impuissante et j'ai passé le reste de la nuit à aller et venir entre le salon et la fenêtre. J'ai parlé à mes ami-es, j'ai cherché à me montrer forte. J'ai essayé de contribuer à détendre cette terrible atmosphère. Lorsque j'ai entendu des hommes crier qu'il y avait quelqu'un sous les décombres, je me suis à nouveau précipitée à la fenêtre. Je me tenais là, je regardais les gens et je priais : « Oh, mon Dieu, mon Dieu, fais qu'elle vive ! fais qu'il vive ! » J'allais sortir par la fenêtre quand ils ont dit qu'il y avait une femme là-bas. Je me suis dit qu'après des heures passées sous les décombres, elle avait certainement besoin d'un câlin qu'aucune des personnes présentes ne pouvait lui donner par manque de temps. Je les ai entendu dire : « Il nous faut une couverture. » Je me suis mise à la recherche d'une couverture, j'en ai trouvé deux. Dans mon imagination, les couvertures faisaient office de vecteur de chaleur humaine. Je me suis levée et j'ai crié aux hommes dans la rue : « Tenez, prenez la couverture. » Une voix éraillée par la tristesse et la lassitude – je ne l'oublierai jamais – m'a répondu que la couverture n'était plus nécessaire. Comme ils n'avaient pas fini leur travail, ils ont placé le corps à la hâte dans un sac mortuaire.

C'est tout ce que je peux dire pour le moment. Pour tout le reste, les mots me manquent, ils se déroberont à moi, encore maintenant. Tout ce que je sais, c'est que je ne suis plus la même, que le visage de la ville est tellement défiguré que je ne peux pas en affronter la vision, et que ma voisine va bientôt traverser la rue, non pas à pied, mais portée par d'autres, pour un enterrement de plus.

7 août 2022 – Massacre dans le camp d'al-Shaout

Sama Bilal est une lycéenne de 17 ans vivant dans le camp de réfugiés d'al-Shaout à Rafah, dans la bande de Gaza.

Le sionisme et l'étonnant retournement d'opinion de l'ONU

Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 3379 intitulée « Élimination de toutes les formes de discrimination raciale », qui se termine par la phrase suivante : « [...] considère que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. » Seize ans plus tard, le 16 décembre 1991, le même organe, à l'instigation d'Israël et des États-Unis, a annulé la résolution. La résolution avait été adoptée en 1975 par 72 voix contre 35, 32 abstentions et un nombre de représentations nationales absentes non mentionné dans le procès-verbal. La résolution abrogative de 1991 a été adoptée par 111 voix contre 25, 13 abstentions et un nombre remarquable de représentants de pays non présents.

Que s'est-il passé entre 1975 et 1991 ? Voici une tentative d'explication, notamment sur la base des changements de pouvoir géopolitique et des développements de la mondialisation économique durant cette période.

Le nombre de membres de l'ONU a augmenté

Entre 1975 et 1991, 29 représentations de pays ont été ajoutées (dans l'ordre d'admission) : Mozambique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, São Tomé et Príncipe, Suriname, Comores (les Comores arabes ont été admises à l'ONU le 12 novembre, le lendemain du vote de 1975), Angola, Samoa, Seychelles, Djibouti, Viêt Nam, Dominique, Îles Salomon, St. Lucie, Zimbabwe, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda, Belize, Vanuatu, Saint-Kitts-et-Nevis, Brunei, Liechtenstein, Namibie, Corée du Nord, Corée du Sud, Estonie, Lettonie, Lituanie, Îles Marshall, Micronésie. La Russie a été formellement admise à l'ONU une semaine après le vote de 1991, mais figure dans le procès-verbal parmi ceux qui ont approuvé le retrait de la résolution 3379. Parmi les nouveaux États insulaires, on compte, à l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, douze qui sont très petits et comptaient à l'époque entre 50 000 et 500 000 habitant-es au maximum. A titre de comparaison : le Liechtenstein avait une population de 30 000 habitant-es. Cependant, la République démocratique allemande et le deuxième Yémen ont été supprimés. Au moment de la prise de décision en 1991, le processus de désintégration de l'État avait déjà commencé en Yougoslavie et l'adhésion à l'ONU de l'Afrique du Sud était suspendue.

La décolonisation était (et est) toujours en cours

Plusieurs des pays nouvellement admis n'ont été rendus « indépendants » par les États coloniaux, à savoir la Grande-Bretagne, la France, le Portugal et les Pays-Bas, que vers – ou après – 1975. Certains d'entre eux sont restés des gouvernements sous la couronne britannique ou des protectorats des États-Unis.

Dans nombre de ces anciens États coloniaux, des rébellions, des guerres civiles et des tentatives de renversement ont eu lieu entre 1975 et 1991, ce qui a parfois conduit à des interventions militaires étrangères. Ainsi en Afghanistan (putsch en 1978, retrait des troupes de l'URSS en 1989), en Algérie (troubles et guerre civile en 1988), en Angola (guerre civile jusqu'en 1990, intervention de l'Afrique du Sud), en Argentine (putsch en 1976 et guerre des Malouines en 1982), en Bolivie (putsch en 1980), au Burkina Faso (putsch en 1983, puis guerre frontalière avec le Mali), Burundi (1976 putsch et guerre civile), Dominique (1981 tentative de putsch), Djibouti (1981 guerre civile et guerre frontalière), Salvador (1979 putsch avec le soutien des États-Unis), Fidji (1987 putsch), Gambie (1981 putsch), Ghana (1978 plusieurs putschs), Grenade (1983 invasion des troupes américaines), Guatemala (guerre civile), Guinée (1984 putsch), Haïti (1987 putschs en

série), Honduras (base des contras soutenus par les États-Unis), Indonésie (guerre contre le Timor oriental à partir de 1975), Irak (1979 putsch, 1980 invasion de l'Irak et guerre Iran-Irak), Yémen (guerre Nord-Sud en 1979, unification en 1990), Cap-Vert (coup d'État en 1981), Comores (coup d'État en 1975, assassinat du président), Lesotho (coup d'État en 1986 avec le soutien de l'Afrique du Sud), Liberia (troubles en 1979, coup d'État, assassinat du président), Libye (guerres frontalières avec les États voisins en 1977), Maldives (troubles en 1988, intervention des troupes indiennes), Mozambique (guerre civile à partir de 1976), Namibie (guerre de libération jusqu'en 1988 et intervention de l'Afrique du Sud), Nicaragua (guerre civile en 1977, intervention des Contras soutenus par les États-Unis), Niger (rébellion et guerre contre les Touaregs en 1990), Nigeria (plusieurs coups d'État), Panama (1981 invasion par les troupes américaines), Papouasie-Nouvelle-Guinée (1989 guerre civile), São Tomé et Príncipe (1990 tentative de coup d'État), Seychelles (1976 coup d'État et intervention américaine), Sierra Leone (rébellions, guerre civile), Zimbabwe (1981 guerre civile), Somalie (1977 guerre civile et frontalière), Suriname (1980 putsch, guerre civile), Syrie (1979 rébellion, participation à la guerre en Irak), Thaïlande (1980 guerre civile, putsch), Tunisie (1987 putsch), Trinidad et Tobago (1990 tentative de putsch), Turquie (1980 putsch, guerre contre les Kurdes), Ouganda (1978 guerre frontalière, guerre civile), Venezuela (1989 émeutes de la faim), Zaïre/Congo (1977 guerre de guérilla), République centrafricaine (1979 putsch), Chypre (1983 annexion partielle par la Turquie).

L'influence géopolitique des bases militaires

Il est évident que la présence militaire, souvent combinée à la pression économique ou celle exercée par la présence de bases militaires d'États de l'OTAN, exerce une influence sur le comportement des gouvernements dépendants. C'est notamment le cas des États-Unis en ce qui concerne l'Afghanistan, le Brésil, le Burkina Faso, la Colombie, l'Égypte, le Honduras, le Koweït, les îles Marshall, la Micronésie, la Nouvelle-Zélande, le Niger, l'Oman, le Paraguay, le Pérou, l'Arabie saoudite, la Somalie et la Corée du Sud. C'est aussi le cas de la Grande-Bretagne pour le Bahreïn, le Belize, le Brunei, la Gambie, le Qatar, le Kenya, le Népal et Chypre. La France exerce une influence à Djibouti, la Côte d'Ivoire, la Guyane et le Sénégal. A Singapour il y a des bases des États-Unis et de la Grande-Bretagne, aux Émirats arabes unis il y a des bases des États-Unis et de la France. D'autres bases militaires se trouvent à proximité immédiate de certains pays, comme au large de l'Argentine, les Malvinas (îles Malouines GB), près de Madagascar (Réunion F, USA), autour des Maldives (Guam etc. USA, GB), les îles Salomon (Diego Garcia, GB, USA), Samoa (US-Samoa, USA), au large du Venezuela (Aruba, Bonaire, Curaçao, Monserrat, Martinique, USA, GB, F) et sur le territoire cubain la base américaine de Guatánamo.

La dépendance économique remplace le colonialisme

Dans pratiquement tous les États qui ont changé d'avis sur la résolution 3379 au fil du temps, l'économie de marché néolibérale a été introduite dans les années 70 et 80, ceci généralement accompagné de traités économiques et de libre-échange. Ainsi, de nombreux gouvernements se sont soumis aux diktats économiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire et se sont également soumis politiquement à la géopolitique des anciennes puissances coloniales.

En raison de ces facteurs, le tableau suivant s'est dessiné en 1991 :

En 1991, se sont abstenus de voter :

Bahreïn, Chine, Égypte (immédiatement après l'entrée en guerre contre l'Irak aux côtés des États-Unis), Guinée, Guinée-Bissau, Koweït (après l'invasion de l'armée irakienne et l'appel à l'aide aux États-Unis), Maroc, Niger, Oman (la base militaire américaine a été convenue en 1990), Sénégal, Tunisie.

Se sont abstenus de voter :

Laos, Maldives, Tanzanie, Turquie, Ouganda. Des États comme la Guinée équatoriale (coup d'État de 1979) et le Congo, qui avaient encore donné leur accord en 1975, ne sont pas mentionnés dans le protocole de 1991.

Ont maintenu leur position :

Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, Iran, Cuba, Malaisie, Mali, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Sri Lanka, Soudan et les États arabes suivants : Algérie, Irak, Yémen, Jordanie, Qatar, Liban, Libye, Arabie saoudite, Syrie, Émirats arabes unis.

Ont changé d'avis :

Albanie, Bénin (Dahomey), Brésil, Bulgarie, Burundi, Gambie, Grenade, Guyana, Inde, Yougoslavie, Cambodge, Cap-Vert, Madagascar, Malte, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nigeria, Pologne, Portugal, Rwanda, Roumanie, Russie (SU), Sao Tomé, Tchécoslovaquie (République tchèque et Slovaquie), Ukraine, Hongrie, Chypre.

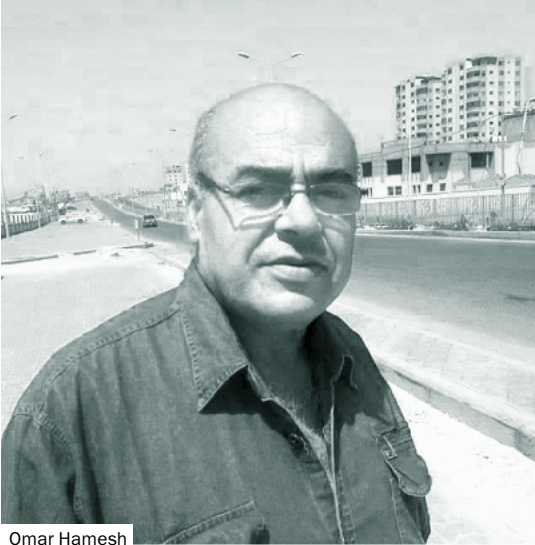
N'étaient pas encore membres de l'ONU en 1975, mais ont soutenu la résolution en 1991 : Antigua et Barbuda, Belize, Dominique, Estonie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Îles Marshall, Micronésie, Namibie (sous contrôle de l'Afrique du Sud jusqu'en 1990), Îles Salomon, Samoa, Seychelles, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Corée du Sud et les Grenadines.



Sama Bilal



Immeubles au camp de Shatila (SAS)



Omar Hamesh



Un magasin dans le camp de Rashdieh (SAS)



Hajah Fatima

Images faussées et lacunaires. La représentation de l'Autre dans les manuels scolaires israéliens et palestiniens

Nurit Peled-Elhanan et Samira Alayan, deux professeures de l'Université hébraïque de Jérusalem, ont présenté leurs recherches dans ce domaine dans le cadre d'une série de conférences en Suisse. Dans les écoles israéliennes, c'est avant tout un discours de menace qui est transmis aux élèves. Elles ne voient pas de confirmation des accusations souvent formulées dans les médias occidentaux au sujet des manuels scolaires palestiniens. Mais elles reconnaissent aussi de ce côté-là des manquements et des pas en arrière.

Les écoles publiques ne transmettent pas seulement les connaissances nécessaires au fonctionnement de la société, mais ce sont également les valeurs sociales et d'idéologie de l'État qui y sont généralement mises en avant. En règle générale, c'est la pensée représentée par les forces dominantes de la société qui prévaut. Alors qu'en Israël domine l'esprit colonial, la situation dans les territoires administrés par l'Autorité palestinienne est plutôt complexe.

Il y a quelques années, les médias de notre pays ont également beaucoup parlé des manuels scolaires palestiniens, dénonçant les représentations antisémites, la glorification des auteurs d'attentats et, plus généralement, l'incitation à la haine. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a été accusé d'utiliser dans ses écoles ce genre de matériel pédagogique problématique¹. En 2018, l'UDC a déposé une motion au Conseil national visant à suspendre l'aide à l'UNRWA sur la base de ces reproches, entre autres. Même si ces efforts n'ont pas eu le succès escompté, ils ont marqué la perception du public. De telles accusations ont déjà été contrecarrées par des études à de précédentes occasions². D'autre part, il a été reproché à certaines études de ce type de travailler de manière peu rigoureuse, de minimiser les résultats et d'aboutir ainsi à des conclusions non justifiées³.

Manuels scolaires israéliens

L'exposé de Nurit Peled-Elhanan était principalement basé sur son étude des manuels scolaires israéliens d'histoire, de géographie et d'éducation civique – qui a fait l'objet d'un ouvrage publié en 2012 –, tout en se référant aussi à des ouvrages publiés ultérieurement. Sur le plan méthodologique, elle se distingue par le fait qu'elle analyse non seulement les contenus textuels, mais aussi les contenus iconographiques. En Israël, la production de manuels scolaires est confiée à des maisons d'édition privées et leur publication est autorisée après un examen par des instances de contrôle étatiques. Dans les écoles arabes situées à l'intérieur des frontières de 1948, la teneur de l'enseignement est la même que dans les écoles juives, mais en langue arabe.

Pratiques d'exclusion

Le programme scolaire israélien prescrit l'enseignement de valeurs communautaires et prône le respect de la diversité sociale. Dans la pratique toutefois, cet idéal se réduit le plus souvent à la partie de la société européenne et juive, comme Nurit Peled parvient bien à le montrer à l'aide de la couverture d'un ouvrage de culture générale. Les autres groupes sont laissés de côté. Jusqu'à présent, l'État israélien n'a pas encouragé les approches pédagogiques de la paix ni, d'une manière générale, les contacts entre jeunes Juives et Arabes. Cela n'est guère surprenant dans le contexte d'une ethnocratie colonialiste sioniste : le système

éducatif israélien se conçoit comme engagé dans le projet sioniste ; il propage l'idée que les Jui-ves ont l'exclusivité de la terre, car c'est seulement ainsi qu'ils ont une protection contre de nouvelles persécutions. Les Arabes sont dépeints comme arriérés, comme une menace terroriste et démographique. Dans les manuels scolaires israéliens, les Palestinien·nes sont rarement décrits comme des gens tout à fait normaux.

Images de séparation spatiale et culturelle

Dans les représentations de la population arabe, ce sont les images d'une vie humble et rurale qui sont omniprésentes, ou alors des images de pauvreté, de misère et de surpopulation. Le sous-développement et le manque d'infrastructures sont liés à la situation géographique périphérique. Mais ce que l'on présente comme une séparation spatiale reflète en fait le fossé social, l'éloignement de la population arabe du cœur de la société ; l'exclusion sociale est ainsi présentée comme un phénomène naturel. Selon l'auteure ce type de rhétorique n'est pas rare dans les contextes coloniaux. Le prétendu refus de la modernité et du changement est attribué à une disposition mentale qui serait innée et statique, quasiment chevillée au corps. Dans l'iconographie, cela se reflète souvent dans des stéréotypes de l'Oriental, par exemple celui de l'humble chamelier.

La démographie, une menace

Pour la conception sioniste de l'État, la population palestinienne constitue déjà un problème par sa présence. Les textes scolaires montrent également que la problématique non résolue des réfugié·es empoisonne les relations avec le monde extérieur. La crainte pour la judéité de l'État est omniprésente ; la démographie, une obsession, selon Peled. Cela ne concerne pas seulement les habitant·es arabes d'Israël, mais aussi d'autres groupes non juifs, et se reflète dans la loi sur la citoyenneté. L'expulsion et l'accaparement des terres sont justifiés. La partie arabe est tenue pour seule responsable de sa situation, car « ce sont eux » qui ont commencé la guerre contre Israël et l'ont perdue. Les contradictions avec le reste de la conception générale de soi en tant qu'État moderne, basé sur les droits civiques, sont minimisées ou occultées.

La sécurité avant tout

C'est le credo sioniste – ne plus jamais être une minorité, ne plus jamais être victime – que l'on retrouve également dans les manuels scolaires. La peur, omniprésente, cherche compensation dans un sentiment de force. Selon cette vision des choses, l'Holocauste se serait produit parce que les populations juives ne disposaient pas de leur propre État ; mais maintenant, elles auraient acquis la force et la capacité de se défendre. La recherche de la sécurité revient à se focaliser exclusivement sur le bien-être de son propre groupe :

« Never again for us. » On s'imagine toujours être une victime ; la violence que l'on exerce est toujours perçue comme préventive, servant à l'autodéfense et à la dissuasion. « L'Arabe » représente, dans le narratif israélien, le grand Autre menaçant qui est, selon le stéréotype, viscéralement malveillant et violent. Le passé traumatisant est projeté dans le présent, la haine de l'Europe chrétienne des Jui-ves et la folie raciale des nazi-es sont projetées dans le contexte du Proche-Orient. La nazification des Arabes se retrouve également dans les manuels scolaires – notamment dans des citations d'hommes et de femmes politiques israélien·nes lorsqu'ils·elles comparent les têtes dirigeantes arabes à Hitler.

La fin justifie les moyens

Compte tenu de tout cela, il n'est pas étonnant que les questions éthiques et politiques ne soient pas traitées dans les manuels scolaires israéliens sous l'angle de normes universellement valables, mais avec les intérêts de son propre groupe comme seul critère. Cela va jusqu'à justifier l'arbitraire, jusqu'à bafouer les principes du droit international. Et le système d'occupation, avec sa détention administrative et ses longues peines d'emprisonnement, même pour les enfants, les adolescent·es, connaît le même traitement. Il est surprenant de constater que la Nakba est bien présente dans le programme scolaire israélien, mais moins surprenant que sa perception est biaisée. Les expulsions sont saluées comme des succès en raison de leur utilité militaire, même les massacres comme celui de Deir Yassin sont considérés comme positifs, car ils ont eu des conséquences tout à fait souhaitables en raison des mouvements de fuite qu'ils ont déclenchés. On cite un leader politique qui parle à ce propos d'un « miracle ». La fin justifie les moyens. Les défaillances techniques et les erreurs dues à la méconnaissance font passer les meurtres pour des accidents. L'individu doit rester abstrait et invisible – un peu comme la situation du pilote qui ne voit pas les personnes sur lesquelles il largue des bombes –, c'est la seule façon, selon Peled, de se déconnecter sans heurts des principes éthiques et moraux. Une vision des choses qui est également reproduite dans l'enseignement.

Manuels scolaires palestiniens

Pour ce qui est du projet d'étude de Samira Alayan, le choix des objets de recherche s'est avéré un peu plus simple car, dans le Territoire palestinien occupé, le corps enseignant n'a qu'un seul manuel à sa disposition.

La Cisjordanie et Gaza étaient respectivement sous administration jordanienne et égyptienne entre 1948 et 1967. Même après la conquête israélienne de 1967, les manuels scolaires jordaniens et égyptiens ont continué à être utilisés, mais après intervention de la censure israélienne. Avec le processus de paix d'Oslo, le système scolaire a également été pris en charge par l'Autorité palestinienne. Cette évolution n'a

toutefois démarré qu'au début des années 2000 et s'est achevée en 2008. En ce qui concerne le contenu de l'enseignement, on peut distinguer essentiellement deux phases :

Entre 2000 et 2017, l'accent était mis sur le renforcement de l'identité nationale, caractérisée comme étant en interaction fatale avec le sionisme, tout en faisant une distinction entre le sionisme et le judaïsme en tant que religion. Le judaïsme était traité comme une confession de foi et l'histoire de la présence juive en Palestine était également évoquée. Le sionisme était caractérisé comme un mouvement issu du contexte du colonialisme européen. Il n'a pas été possible de trouver dans les manuels scolaires des déclarations de rejet fondamental de l'État juif, pas plus que des représentations stéréotypées des personnes juives.

Depuis 2017, l'Autorité autonome publie désormais des manuels scolaires qui contiennent quelques modifications. Désormais, l'appartenance des Palestiniens chrétiens au peuple palestinien est également soulignée et des thèmes tels que le genre et d'autres questions de diversité sont abordés. En contradiction avec ces approches de promotion de la compréhension intergroupe, un pas en arrière a été fait en ce qui concerne la population juive d'Israël : le côté israélien n'est plus thématiqué qu'en tant que puissance occupante, on ne parle plus du judaïsme en tant que culture et religion. Selon Alayan, on ne constate toujours pas de représentation raciste des personnes juives, mais l'omission d'aspects importants est problématique : en effet, les élèves palestiniens n'apprennent plus rien sur l'Holocauste. Le sionisme continue d'être caractérisé comme un produit de l'histoire coloniale européenne et est désigné comme la racine du problème des réfugiés. Les cartes montrent désormais une Palestine globale, qui inclut également l'Israël d'aujourd'hui. Il est certain que ces tendances reflètent aussi le durcissement des relations. Lorsque Samira Alayan a demandé à un représentant des autorités pourquoi on n'entendait plus parler de l'Holocauste, elle s'est entendu répondre que, puisque Israël ne parlait pas de la Nakba, on ne voyait pas pour quelle raison la Palestine devait parler de la Shoah.

L'espoir, en dehors des livres

Après les conférences, il a également été question de ce qui se passe en dehors des livres. L'enseignement du courage civique, en dehors des programmes scolaires, n'est guère présent dans les écoles israéliennes, projets éducatifs alternatifs mis à part. Cependant, dans les universités, en particulier dans des contextes mixtes, des rencontres encourageantes ont également lieu – à ce propos, Alayan a raconté ce qui s'est passé pendant son enseignement à Jérusalem. Peled regrette pour sa part que les Israéliens juifs n'apprennent pas la langue arabe ; ses petits-enfants sont en train de l'acquérir. C'est ce genre d'évolution qui laisse entrevoir quelque lueur d'espoir.

1 Voir tinyurl.com/4ka6r6am.

2 Council of Religious Institutions of the Holy Land (2013): "Victims of Our Own Narratives?" Portrayal of the "Other" in Israeli and Palestinian School Books. Study Report, February 4, 2013.

3 Voir tinyurl.com/yskmv5hy.

Nurit Peled-Elhanan est professeure émérite d'enseignement des langues et de sciences de la communication à l'Université hébraïque de Jérusalem. Elle s'est également fait un nom en tant que militante pour la paix. Après la mort de sa fille dans un attentat terroriste en 1997, elle a cofondé Familles endeuillées pour la paix, une association qui réunit les proches des victimes des deux côtés du conflit.

Samira Alayan enseigne et fait également de la recherche à l'Université hébraïque. Elle a travaillé sur les manuels scolaires palestiniens.

Nurit Peled-Elhanan (2012): *Palestine in Israeli School Books. Ideology and Propaganda in Education*. London, New York : I. B. Tauris.

Samira Alayan (2019): *Education in East Jerusalem. Occupation, Political Power, and Struggle*. London, New York : Routledge.

En France, la campagne BDS confrontée à la justice

Pourquoi « BDS » ?

Lancée en 2005 par 172 organisations de la société civile palestinienne, la campagne internationale de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) combat l'occupation illégale de la Palestine par Israël.

Le « B » est celui du boycott, qui appelle notamment à ne pas acheter de produits en provenance d'Israël, État responsable d'une politique de colonisation et d'occupation du Territoire palestinien, coupable de pratiquer l'apartheid, qui organise une répression systématique de toute expression du peuple palestinien et qui continue d'enfreindre continuellement le droit international et le droit humanitaire.

Cette politique d'apartheid a été officiellement consacrée en 2018 par la loi fondamentale israélienne sur l'État Nation du peuple juif.

La campagne de boycott est menée de manière différenciée selon les pays. En France elle se développe et, malgré les efforts du gouvernement israélien et de ses partisans, elle s'élargit au boycott de divers secteurs. C'est notamment le cas pour le tourisme en ce qui concerne les voyageurs français qui incluent dans leurs circuits touristiques des séjours dans les colonies. C'est le cas aussi pour des manifestations sportives et notamment celles de l'équipe israélienne de cyclisme lors du Tour de France ; elle concerne enfin les mondes académique et culturel dans les cas où ils servent de support à la propagande israélienne et concourent à faire oublier les crimes dont est victime la population palestinienne.

Le « D » est celui du désinvestissement. C'est la campagne qui vise à obtenir des entreprises françaises et européennes qu'elles cessent toute implication dans la colonisation de la Palestine ; sensibles à leur image de marque, ces entreprises peuvent hésiter à voir leur nom associé à celui de la politique israélienne en Palestine.

La principale campagne pour le désinvestissement est poursuivie dans le cadre de la coalition européenne DBIO (Don't Buy Into Occupation), action commune de 24 organisations palestiniennes et européennes basées dans plusieurs pays et visant à dénoncer les institutions financières ayant des relations avec les entreprises impliquées dans la colonisation.

Le Désinvestissement vise aussi à dénoncer la construction du tramway de Jérusalem, où des entre-

prises françaises sont impliquées dans le projet de construction de nouvelles lignes destinées à faciliter la colonisation à Jérusalem-Est.

Une série d'organisations (dont l'AFPS, AL-Haq, la Confédération CGT, la Plateforme des ONG pour la Palestine, la Ligue des Droits de l'Homme) vient de publier un rapport intitulé « Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne », documentant les activités économiques et les liens d'affaires directs et indirects du groupe avec la colonisation et demandant la cessation de ces activités.

Le « S » correspond aux Sanctions, c'est le troisième objectif du BDS. Il vise à mobiliser les membres de la société civile pour qu'ils exercent les pressions et actions appropriées auprès des institutions et organisations internationales – dont l'ONU, l'Union européenne et les institutions nationales – afin que ces organismes appliquent des sanctions.

Ce volet « sanctions » comprend aussi la dénonciation des coopérations militaires et sécuritaires avec Israël, les demandes de soutien à l'action de la Cour pénale internationale (CPI) dans ses enquêtes sur les violations du droit international et les crimes de guerre commis par l'État israélien en Palestine.

Les pratiques de la campagne BDS sont-elles légales ?

Rappelons qu'en 2010 et 2011, onze militant-es de la région mulhousienne ont été condamné-es par la justice française suite aux actions d'appel au boycott de produits menées à Mulhouse-Illzach devant une grande enseigne.

Par sa décision du 11 juin 2020, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) – une juridiction internationale dont la mission est d'assurer le respect de la Convention européenne des Droits de l'Homme dans les 46 États membres du Conseil de l'Europe – a statué de manière claire sur le droit d'appeler au boycott : « l'appel au boycott de produits d'un État relève de l'expression politique protégée par l'article 10 de la Convention Européenne et ne peut être qualifié, en lui-même, d'appel à la discrimination. »

Conformément à sa jurisprudence habituelle, la Cour précise que « le discours politique est d'intérêt général, sauf s'il dégénère en appel à la violence, à la haine ou à l'intolérance ».

Condamnée par la CEDH, la France a dû s'acquiescer d'une « satisfaction équitable » versée à chacun des 11 requérant-es.

Mais les requérant-es devaient en outre obtenir que l'arrêt de 2013, qui les avait injustement condamnés, soit explicitement revu et que les peines les concernant – dont l'inscription sur leurs casiers judiciaires – soient annulées par la justice française. La Cour de révision et de réexamen des condamnations pénales a donc été saisie et a annulé les arrêts de la Cour d'appel de Colmar qui les avait condamnés puis a renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris qui statuera bientôt, à la lumière de la jurisprudence de la CEDH.

Rappelons que la Fédération internationale des Droits de l'Homme et la Ligue des Droits de l'Homme s'étaient joints à la procédure devant la CEDH et avaient souligné que la décision de la Cour « met en évidence que la critique des autorités israéliennes et l'usage de moyens pour s'opposer à leur politique ne sauraient être confondus avec une manifestation d'antisémitisme ».

La campagne BDS est-elle nécessaire ?

Suite aux dernières élections en Israël, la colonisation s'amplifie quotidiennement et la répression violente de toute opposition des Palestinien·nes ne connaît plus de retenue. Même les propres règles « officielles » d'engagement de l'armée d'occupation ne fixent plus guère de limites aux tirs à balles réelles contre les jeunes Palestinien·nes, manifestant·es ou non.

Les pratiques répressives d'enfermement massif, d'arrestations arbitraires, de démolitions de maisons et de représailles collectives sont organisées et amplifiées par l'État israélien à l'encontre de tou·tes les Palestinien·nes osant s'élever contre les exactions quotidiennes de militaires, de policiers, de colons...

En été 2022 une protestation transfrontalière a eu lieu à Bâle à l'occasion de la célébration du 125^{ème} anniversaire du mouvement sioniste et des fondements idéologiques de l'État d'Israël. La protestation dénonçait les réalités concrètes du régime israélien et du sionisme que sont aujourd'hui apartheid et privation des droits du peuple palestinien sur la base de critères ethnico-religieux.

Les activités de BDS sont donc bien nécessaires. Elles sont d'ailleurs légales, malgré les accusations « d'antisémitisme », voire de « terrorisme » qu'elles soulèvent régulièrement. La campagne BDS permet à la société civile de s'engager elle-même pour dénoncer des politiques qui enfreignent ouvertement toutes les résolutions et les règles du droit international, voire simplement du droit humanitaire.



Site: afps-alsace.com

Facebook: facebook.com/AFPSAlsace

Twitter: twitter.com/AFPSAlsace



Infrastructure agricole détruite par l'armée israélienne dans la vallée du Jourdain. Photo: EAPPI